



300 FC/200 CFA

www.adiac-congo.com

N° 3273 - VENDREDI 20 JUILLET 2018

DISCOURS SUR L'ÉTAT DE LA NATION

Joseph Kabila : « La RDC vivra à jamais comme État souverain et indépendant »

Tous ceux qui avaient attendu que Joseph Kabila se prononce enfin clairement sur son avenir politique immédiat, en rapport avec son troisième mandat à la faveur de son discours sur l'état de la nation, hier à Kinshasa, devraient déchanter. Car le chef de

l'État n'a pipé mot sur ce sujet dans son allocution aux accents très patriotiques et nationalistes. Devant des députés et sénateurs réunis dans un hémicycle du Palais du peuple rempli comme un œuf, Joseph Kabila a réitéré son vœu de voir les élections se tenir

en décembre prochain. « *Le cap des troisièmes consultations électorales fixées en décembre prochain reste maintenu* », a-t-il martelé, tout en soulignant que son engagement à respecter la Constitution demeurerait, lui aussi, non équivoque. [Page 3](#)



ATTEINTES AUX DROITS DE L'HOMME

3 316 cas recensés au premier semestre 2018



Des policiers dans une rue de Kinshasa

Il en ressort du dernier rapport du Bureau conjoint des Nations unies aux droits de l'homme, publié le 18 juillet, que 3 316 cas de violations des droits de l'homme ont été répertoriés au cours du premier semestre sur toute l'étendue de la RDC. Ce qui constitue une augmentation par rapport au nombre répertorié à la même période, en 2017.

Ces violations des droits de l'homme sont souvent, à en croire la source, le fait des agents de l'État, en l'occurrence les éléments des Fardc et de la police nationale. Les groupes armés et les milices ne sont pas exemptés. La moitié des violations répertoriées par le Bureau conjoint des Nations unies aux droits de l'homme, soit plus de 1 658 cas, concerne le droit à la liberté et la sécurité de la personne.

[Page 3](#)

INTERVIEW

Sivi Malukisa : « La démographie est le plus grand enjeu de l'industrie agro- alimentaire en RDC »

La CEO de Manitech, une société industrielle basée à Kinshasa et spécialisée dans l'agroalimentaire, estime que dans cinquante ans, la RDC sera le pays le plus peuplé d'Afrique et qu'il est primordial de trouver les moyens de nourrir cette future population. Dans une interview au "Courrier de Kinshasa", la présidente Sivi Malukisa pense que le plus grand défi pour le pays est démographique.

[Page 4](#)

LÉGISLATIVES NATIONALES ET PROVINCIALES

Werrason, l'invité surprise



L'artiste musicien Ngiamakanda Makanda dit Werrason a créé la sensation en postulant à la députation provinciale sous la casquette du regroupement électoral Alliance des forces démocratiques du Congo et Alliés de Modeste Bahati Lukwebo. La star, qui s'est découvert une vocation politique, entend aller au bout de ses ambitions en tentant de transformer son énorme popularité en siège parlementaire au profit de son parti.

[Page 2](#)

LÉGISLATIVES NATIONALES ET PROVINCIALES

Werrason, l'invité surprise

L'artiste musicien Ngiamakanda, dit Werrason, a créé la sensation en postulant à la députation provinciale sous la casquette du regroupement électoral Alliance des forces démocratiques du Congo et Alliés (AFDC-A) de Modeste Bahati Lukwebo. La star se découvre une vocation politique et entend aller au bout de ses ambitions en tentant de transformer son énorme popularité en siège parlementaire au profit de son parti.

Théoriquement, tout devrait baigner dans l'huile pour l'artiste musicien adulé par les Kinois. A la Tshangu où il va mener sa bataille électorale avec pour premier suppléant Jimmy Ngoy Tshamala, c'est déjà presque le plébiscite au regard de l'engouement que suscite « Ya Ngiamakanda » auprès de ses nombreux fans, mués pour le besoin de la cause en électeurs potentiels. Sans battre campagne, Werrason est déjà dans les cœurs dans son fief électoral de Kimbeseke, prêt à écraser de tout son poids, en tant que leader d'opinion incontesté, les éventuels concurrents.

La nouvelle posture de Werrason (dorénavant admis au Collège des conseillers nationaux de l'AFDC) ne devrait étonner outre mesure car elle procède d'une logique bâtie sur des prémices révélatrices d'une idée de la politique qu'il domestiquait en lui de longues années. Les activités extra musicales qu'il alignait, en toile de fond une proximité développée avec le petit peuple via des actions de bienfaisance, le prédisposaient à jouer un rôle de premier plan dans l'arcane sociopolitique. Gratifié par plusieurs organisations internationales du titre d'ambassadeur de la paix, Werrason veut, cette fois-ci, aller au-delà du protocolaire pour donner un sens à ses convictions les plus profondes. Sous son impulsion, plusieurs associations ont été créées avec des revendications aux confins de la politique. Profitant de son aura, plusieurs députés tant nationaux que provinciaux ont été élus, portés en triomphe par des fans ayant reçu des consignes de vote précises.

Une corporation qui attend beaucoup de lui

L'heure a donc sonné pour que la star sorte de son mutisme et vende sa vision du Congo. Aucun pro-



Werrason, un pas déjà dans la politique

gramme politique officiel jusque-là ne cimente la candidature de Werrason qui focalise déjà autour de sa personne les revendications d'une corporation artistique qui attend beaucoup de lui. L'amélioration des conditions sociales et professionnelles des artistes de tout bord, il en fait sa tasse de thé. Jusqu'au-boutiste, le « roi de la forêt » ambitionne également la députation nationale pour porter encore plus haut la voix des artistes et d'autres couches sociales. La loi électorale ne l'interdit d'ailleurs pas de postuler à deux niveaux de scrutins. Un double brasard en perspective !

A la rage de vaincre de l'AFDC et alliés, se joint aujourd'hui la popularité de Werrason venu gonfler l'assiette électorale de ce regroupement politique et accroître ses chances de siéger de manière significative dans l'hémicycle. La deuxième force politique de la majorité présidentielle est en train de prendre ses marques

en s'entourant du lourd, avec des hommes qui comptent et qui pèsent sur le plan national, à l'image de Noël Ngiamakanda. Avec l'impératif du seuil électoral qui veut que ne siègent au parlement que les partis et regroupements politiques ayant une assise nationale suffisante

(au moins 1% de voix requis pour quarante-cinq millions d'électeurs), l'AFDC veut s'affirmer davantage comme un parti d'envergure nationale. Ce qui justifie son alliance avec plusieurs leaders d'opinion susceptibles de glaner des voix en prévision du prochain challenge électoral. Marié à Sylvie Mampata et père de plusieurs enfants, Werrason (53 ans) aura donc fait le choix de la raison. Somme toute, c'est une nouvelle page de son histoire qu'il veut écrire en lettre d'or. A ceux qui pensent qu'il n'a pas le profil requis pour siéger au parlement, il compte plusieurs défenseurs qui relativisent une telle appréciation teintée de subjectivité. « Ce serait faire croire que ce lieu est tellement élitiste. Pourtant, il reste une représentation vraiment nationale à l'image du Congo telle que nous le vivons au quotidien », lâche un des inconditionnels de Wenge Musica Maison Mère. Dossier à suivre.

Alain Diasso

ENJEUX POLITIQUES

Le Rassop met en garde contre une parodie d'élections

La plate-forme politique que dirige Félix Tshisekedi a posé les conditions de sa participation aux élections prévues pour le 23 décembre prochain, au cours d'un échange, le 18 juillet, à Kinshasa avec la presse.

Le Rassemblement des forces sociales et politiques acquises au changement (Rassop) a tenu un point de presse pour faire l'état des lieux du processus électoral tel que piloté par la Commission électorale nationale indépendante (Céni). Devant les journalistes, les cadres de cette plate-forme affichaient à la tribune un air tendu, sans doute excédés par la manière dont se déroule le processus électoral livré à la merci d'une majorité présidentielle qui en fait ce qu'elle veut. À l'exception des membres du G7 de Moïse Katumbi non visibles dans la salle, Félix Tshisekedi et les délégués d'autres composantes affiliées au Rassop ont, dans un communiqué lu par le Dr Buassa, posé quelques préalables quant à leur participation aux élections du 23 décembre.

Rien n'est pour autant acquis, nonobstant le fait pour cette plate-forme d'avoir déposé les listes de ses candidats aux élections provinciales. Quand bien même le Rassop a donné, à travers cette action, la preuve de sa bonne foi et de sa détermination d'aller aux élections en décembre, il peut tout aussi se rétracter si ses revendications ne sont pas prises en compte. « Il n'est pas question de jouer aux accompagnateurs de la

majorité », peut-on lire dans le communiqué du Rassop qui reflète un peu l'état d'esprit de ses membres qui tiennent aux élections libres, transparentes et réellement démocratiques. « Au regard de la gravité de la situation actuelle entretenue par les initiatives provocatrices du régime de M. Kabila qui menacent le processus électoral, la stabilité du pays et de la région, il est évident que le Rassemblement n'accompagnera pas le pouvoir en place dans son dessein de créer le chaos dans notre pays au travers d'une parodie d'élection », avertit le Rassop.

Tant que ses exigences ne seront pas prises en compte, la coalition créée à Genval en juin 2016 n'est pas du tout disposée à aller aux élections le 23 décembre. Pour elle, le processus doit être recadré en intégrant cinq préalables majeurs, entre autres extirper du fichier électoral plus des dix millions d'enrôlés fictifs, retirer la machine à voter non prévue ni dans le calendrier de la Céni ni dans la loi électorale, mettre en œuvre les mesures de décripation, redynamiser la Céni avec le remplacement du délégué de l'UDPS en lieu et place de l'actuel rapporteur, enfin s'assurer de la non-représentation de Joseph Kabila pour un troisième mandat présidentiel. Par ailleurs, le Rassemblement invite à une mobilisation de la population congolaise pour des élections libres, crédibles et transparentes qui ne pourront se tenir sans la prise en compte des revendications sus évoquées.

A.D.

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout

Secrétaire général des rédactions :

Gerry Gérard Mangondo
Secrétaire des rédactions : Clotilde Ibara
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembédi, François Ansi

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteur en chef : Guy-Gervais Kitina,
Rédacteurs en chef délégués : Roger Ngombé, Christian Brice Elion
Service Société : Parfait Wilfried Douniama (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Roger Ngombé (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Firmin Oyé, Jean Kodila
Service Économie : Quentin Loubou (chef de service), Fiacre Kombo, Lopelle Mboussa Gassia

Service International : Nestor N'Gampoula (chef de service), Yvette Reine Nzaba, Josiane Mambou Loukoula, Rock Ngassakys
Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika
Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rominique Nerplat Makaya

ÉDITION DU SAMEDI :

Durly Emilia Gankama, Josiane Mambou Loukoula

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Commercial : Méline Eta
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo Pointe-Noire).
Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali-Coordonnateur : Alain Diasso
Économie : Laurent Essolomwa, Gypsie Oïssa
Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi
Sports : Martin Enyimo
Relations publiques : Adrienne Londole
Service commercial : Stella Bope
Comptabilité et administration : Lukombo

Caisse : Blandine Kapinga
Distribution et vente : Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : 4, avenue du Port - Immeuble Forescom commune de Kinshasa
Gombé/Kinshasa - RDC -
Tél. (+243) 015 166 200

MAQUETTE

Eudes Banzouzi (chef de service)
Cyriaque Brice Zoba, Mesmin Boussa, Stanislas Okassou, Jeff Tamaff.

INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle
Adjoint à la direction : Christian Balende
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma, Lucien Mpama, Dani Ndungidi.

ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault
Secrétariat : Armelle Mounzeo
Chef de service : Abira Kiobi
Suivi des fournisseurs :
Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso
Personnel et paie :
Stocks : Arcade Bikondi
Caisse principale : Sorrelle Oba

PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordinatrice, Relations publiques :
Adrienne Londole
Chef de service publicité :
Rodrigue Ongagna

Assistante commerciale : Hortensia Olabouré
Commercial Brazzaville : Erhiade Gankama
Commercial Pointe-Noire : Méline Eta Anto
Chef de service diffusion de Brazzaville :
Guylin Ngossima
Diffusion Brazzaville : Brice Tsébé, Irin Maouakani
Diffusion Kinshasa : Adrienne Londole.
Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Mombelé Ngonzo

TRAVAUX ET PROJETS

Directeur : Gérard Ebami Sala

INTENDANCE

Coordonnateur général: Rachyd Badila
Coordonnateur adjoint chargé du suivi des services généraux: Jules César Olebi
Chef de section Electricité et froid: Siméon Ntsayouolo
Chef de section Transport: Jean Bruno Ndokagna

DIRECTION TECHNIQUE (INFORMATIQUE ET IMPRIMERIE)

Directeur : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Directeur adjoint : Guillaume Pigasse
Assistante : Marlaïne Angombo

IMPRIMERIE

Gestion des ressources humaines : Martial Mombongo
Chef de service pré-press : Eudes Banzouzi
Gestion des stocks : Elvy Bombete
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso,

immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo
Tél. : (+242) 05 629 1317
eMail : imp-bc@adiac-congo.com

INFORMATIQUE

Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate
Narcisse Ofulou Tsamaka (chef de service), Darel Ongara, Myck Mienet Mehdi, Mbengué Okandzé

LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Émilie Moundako Éyala (chef de service), Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphany Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo

GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Chef de service : Maurin Jonathan Mobassi.
Astrid Balimba, Magloire NZONZI B.

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepêchesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo /
Tél. : (+242) 05 532.01.09
Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

DISCOURS SUR L'ÉTAT DE LA NATION

Joseph Kabila réaffirme la souveraineté et l'indépendance de la RDC

Devant des députés et sénateurs réunis dans un hémicycle du Palais du peuple rempli comme un œuf, le chef de l'Etat a réitéré son vœu de voir les élections se tenir en décembre prochain.

Tous ceux qui avaient attendu que Joseph Kabila se prononce enfin clairement sur son avenir politique immédiat, en rapport avec son troisième mandat à la faveur de son discours sur l'état de la nation, devraient déchanter. Car le chef de l'Etat n'a pipé mot sur ce sujet dans son allocution aux accents très patriotiques et nationalistes. Devant des députés et sénateurs, Joseph Kabila a réitéré toutefois son vœu de voir les élections se tenir en décembre prochain. « Le cap des troisièmes consultations électorales fixées en décembre prochain reste maintenu », a-t-il martelé, soulignant que son engagement à respecter la Constitution demeurerait, lui aussi, non équivoque.

Pour Joseph Kabila, il s'agit, à travers ces élections, d'honorer le sens de la lutte engagée pour la démocratie en synergie avec d'autres compagnons tombés sur le champ d'honneur, dans le but de rebâtir un pays souverain et indépendant au cœur de l'Afrique. Ceci passait inévitablement, a-t-il dit, par « la promotion des idéaux de la démocratie, du patriotisme et d'indépendance nationale » avec, à la clé, « la participation politique de tous » pour une seule finalité, à savoir libérer les énergies positives en vue de la cohésion nationale et le développement du pays. « Aujourd'hui, notre modèle démocratique a fait ses preuves et tous ceux qui tentaient de s'improviser en donneurs de leçons l'ont bien compris. Le Congo n'ayant jamais donné de leçon à personne, il n'est pas disposé à en recevoir dans ce domaine et surtout pas de la part de ceux qui ont assassiné la démocratie dans ce pays et ailleurs sur le continent », a lâché Joseph Kabila. Et de rappeler à ce sujet que « ce ne sont ni les accusations gratuites et infondées ni des pressions ou menaces inconsidérées encore moins des sanctions arbitraires et injustes qui détourneront les Congolais de la voie qu'ils se sont tracée eux-mêmes volontairement et librement ».

C'est pour cette raison, a-t-il ajouté, que le gouvernement a tenu à affranchir le processus électoral « des contingences de financement extérieur et, par conséquent, de chantages de tout genre afin de créer les meilleures conditions pour notre peuple de conférer la pleine légitimité à ceux et à celles qui sortiront vainqueurs de ces consultations ». Le président de la République

a réaffirmé que désormais, les élections en RDC seront réellement une affaire de souveraineté et, en conséquence, entièrement financées par l'Etat congolais. « Loin de relever de l'arrogance, il s'agit d'une option politique responsable qui donne un sens à notre indépendance et à notre dignité nationale », a-t-il précisé. Il en appelle à la vigilance et au patriotisme des acteurs politiques, toute tendance confondue, afin que les prochaines élections, ouvertes à tous ceux qui réunissent les conditions légales d'éligibilité, soient un moment de célébration de la cohésion et de l'unité nationale de sorte que le Congo, seul, en sorte vainqueur. « Le Congo vivra à jamais comme nation libre et comme Etat souverain et indépendant », a-t-il lancé.

Faisant le bilan de son action à la tête du pays dans tous les domaines d'activités, Joseph Kabila a noté avec satisfaction les progrès réalisés grâce aux réformes courageuses engagées, « n'en déplaise à ceux qui ne voient que ce qui reste à faire et jamais ce qui a été fait ». Tous ces résultats, a-t-il dit, ont eu comme incidence, la progression de l'indice de développement humain en RDC, particulièrement depuis 2015 comme en témoigne le rapport du Pnud d'avril de cette année sur la situation économique du pays. En dépit de ces résultats, il a reconnu qu'en termes de perspective, les conditions sociales de la population demeurent encore préoccupantes en raison du seuil important de pauvreté en milieux ruraux et semi urbains. En plus des efforts en cours, Joseph Kabila a plaidé en faveur d'une maîtrise du taux de croissance démographique par la mise en place d'une mesure courageuse de planification familiale qui permettra au pays, dans le moyen terme, d'accéder aux dividendes démographiques en vue d'une croissance intégrée de la RDC.

Le président de la République a aussi insisté sur le besoin de nouveaux investissements dans le secteur éducatif. Il en est de même de la lutte contre le chômage des jeunes qui, a-t-il déclaré, devrait se poursuivre sur le plan professionnel de manière à stimuler l'esprit d'entrepreneuriat. Joseph Kabila a également mis une emphase particulière sur la justice appelée à redorer son blason terni ainsi que sur la sécurité qui doit, dorénavant, être au centre des préoccupations en raison des convoitises extérieures dont la RDC est de plus en plus l'objet de la part des puissances étrangères.

Alain Diasso

ATTEINTES AUX DROITS DE L'HOMME

3 316 cas recensés au premier semestre 2018

La moitié des violations répertoriées par le Bureau conjoint des Nations unies aux droits de l'homme, soit plus de 1 658 cas, concerne le droit à la liberté et la sécurité de la personne.

Les indicateurs ne sont pas très reluisants pour la République démocratique du Congo (RDC) en matière de respect des droits de l'homme. Le pays a dégingolé en cette matière alors qu'il devrait logiquement faire mieux après son admission au Conseil des droits de l'homme qui siège à Genève. A l'opposé, la RDC a accumulé plusieurs cas de violation des libertés individuelles et ce, depuis le début de l'année. Le rapport d'évaluation fait le 18 juillet par le Bureau conjoint des Nations unies aux droits de l'homme (BCNUDH) est très éloquent à ce sujet.

Il en ressort, en effet, que

3 316 cas de violations des droits de l'homme ont été répertoriés au cours du premier semestre sur toute l'étendue du pays. Ce qui constitue une augmentation par rapport au nombre répertorié à la même période, en 2017. Ces violations des droits de l'homme sont souvent, à en croire la source, le fait des agents de l'Etat. Ces derniers ont notamment été responsables des exécutions extrajudiciaires d'au moins deux cent deux personnes dont vingt-quatre femmes et deux enfants, sur l'ensemble du territoire de la RDC. Globalement, 64 % des violations documentées par le BCNUDH au premier semestre 2018 sont à mettre sur le dos des agents de l'Etat.

Il s'agit précisément des militaires des Forces armées de la République démocratique du Congo qui, d'après le BCNUDH, auraient commis le plus grand nombre de viola-

tions et sont responsables de près du tiers des violations documentées (1009 au total dont les exécutions extrajudiciaires de cent quarante-cinq personnes) au cours de ce semestre. Les agents de la police nationale ne sont pas en reste. 779 cas de violations sont à mettre à leur actif dont les exécutions extrajudiciaires de quarante-trois personnes, pour au moins sept femmes.

A cela s'ajoutent les groupes armés et les milices qui sont aussi loin d'être des enfants de chœur. Ils sont responsables de près de 36% des violations documentées et de l'exécution sommaire d'au moins trois cent quatre-vingt-treize personnes, dont soixante-sept femmes.

A noter cependant que la moitié des violations recensées par le BCNUDH concerne le droit à la liberté et la sécurité de la personne.

Alain Diasso

MUSIQUE

Fiston Mbuyi s'affirme sur la scène gospel

Passé résolument de la musique profane à celle dite chrétienne, le jeune chanteur qui avait déjà acquis sa petite notoriété sur le plateau de la télé-réalité «Vodacom Superstars» exécute désormais un répertoire personnel, annonçant son premier album.



Fiston Mbuyi sur la scène de «Rumba na Yesu» au Fire 2/Adiac

« Après Vodacom Superstars, la vie a continué », affirmait, l'an dernier, Fiston Mbuyi au «Courrier de Kinshasa». Pour l'attester, il s'est lancé dans la carrière professionnelle. Le chanteur fougueux n'a perdu ni de son enthousiasme ni de son énergie d'alors. Mais il a juste choisi d'évoluer désormais dans le registre gospel. Et cela semble bien lui réussir car il s'affiche à présent lui-même avec un groupe d'accompagnement. Le mentorat d'Henri-Papa Mulaja (il tient ce chantre célèbre de notoriété internationale pour son « père ») n'aura donc pas été long

à produire ses fruits. En effet, au début, il n'y a pas si longtemps encore, Fiston Mbuyi se contentait d'être simple invité aux prestations de certains de ses pairs, à l'instar de celles d'Enoch Ebadu avec qui il a souvent partagé la scène.

Ce chantre que plusieurs mélomanes connaissent sous le sur-

compte. « Ma participation au Fire était une très, très belle expérience. Nous avons gardé une très bonne impression de l'événement et nous pensons pouvoir y revenir dans les prochaines éditions », nous a-t-il dit.

Un répertoire qui plaît

L'accueil et le retour positifs que l'artiste reçoit des mélomanes ont bien de quoi le rassurer sur son avenir. Fiston Mbuyi a donc toutes les raisons de s'en réjouir. « Le grand public connaît déjà certaines de nos chansons, parce que nous avons lancé des singles, question d'annoncer l'album », a-t-il indiqué. Il est vrai aussi que certains de ses titres ne sont pas passés inaperçus et font déjà l'objet, d'ailleurs, d'interprétations dans des églises de la place lors des cultes. Il s'agit notamment de «Musamba». Quant à l'opus sur lequel il travaillait déjà lors de l'interview accordée en août 2017, il a souligné : « Mon album doit normalement sortir au mois de novembre. Nous avons déjà commencé à en tourner les clips, notamment la chanson Musamba pour commencer et une autre suivra ».

Le chantre n'entend pas passer sous silence cet événement à venir qui va lui permettre de marquer sa présence sur le marché du disque. « Nous tiendrons une conférence de presse pour annoncer l'événement », a-t-il déclaré, ajoutant : « En novembre, nous aurons déjà au moins le support audio de l'album et nous livrerons un concert dont la date reste à fixer ».

Nioni Masela

INTERVIEW

Sivi Malukisa : « La démographie est le plus grand enjeu de l'industrie agro-alimentaire en RDC »

La CEO de Manitech, une société industrielle basée à Kinshasa et spécialisée dans l'agroalimentaire, estime que la République démocratique du Congo (RDC), dans cinquante ans, sera le pays le plus peuplé d'Afrique et qu'il est donc primordial de trouver les moyens de nourrir cette future population.

Le Courrier de Kinshasa (L.C.K.) : Quel est votre parcours académique et professionnel ?

Sivi Malukisa (S.M.) : J'ai un diplôme de licence en biologie moléculaire de la faculté des sciences de l'université de Kinshasa, une certification en gestion des ressources humaines de l'université UCT de Cap Town, en Afrique du Sud. J'ai une longue carrière dans les ressources humaines, carrière que j'ai débutée au plus bas de l'échelle jusqu'à occuper les postes de directeur des ressources humaines à DHL express (pour les deux Congo) et HR Business Partner à Vodacom. Depuis deux ans, je me consacre à temps plein à mon entreprise.

L.C.K. : Qu'est-ce qui vous a poussée à créer Manitech Congo et en quoi consistent les activités de votre entreprise ?

S.M. : Vers la fin de l'adolescence, des questions simples ont déterminé mes choix de vie : pourquoi n'existait-il pas de sociétés industrielles, créées par des scientifiques congolais au Congo, dont la chaîne de valeur serait 100% congolaise ? Pourquoi devons-nous tout importer ? Et je me suis dit que je pourrais créer cette entreprise industrielle. Ainsi, j'ai choisi l'agroalimentaire car je suis une passionnée de sciences et de cuisine. Aujourd'hui, Manitech produit des confitures de fruits de saison, des sauces, des pâtes d'arachide et de la farine de manioc communément appelée « fufu ». Toutes nos recettes sont un mix de cuisine et de science.

L.C.K. : Quels sont les différents produits que vous vendez et pourquoi leur choix ? Sont-ils vendus à Kinshasa seulement ou également dans les provinces ?

S.M. : Nous avons onze types de confitures, une sauce, deux types de pâtes d'arachide et une farine de manioc. Nous avons choisi ce qui est facile à faire (investissement peu coûteux) et qui soit déjà connu du grand public. Nous avons

ensuite ajouté une touche personnelle et un peu de poussières d'étoile (rire). Les produits sont vendus à Kinshasa essentiellement. Cela ne nous empêche pas de les envoyer en province chez les clients qui en demandent et même à l'étranger.

L.C.K. : Pouvons-nous connaître l'envergure de votre entreprise aujourd'hui ?

S.M. : Nous avons aujourd'hui une quinzaine d'employés et nos produits sont distribués par deux supermarchés dont l'un a trois emplacements et une pâtisserie sur deux emplacements. À cela, il faut ajouter quatre sites de vente en ligne. Nous produisons environ une tonne de produits par mois.

L.C.K. : Comment évaluez-vous votre évolution depuis la création de l'entreprise en 2013 ?

S.M. : Nous avons évolué lentement durant les trois premières années et depuis l'année dernière, nous connaissons une croissance fulgurante. Avec mon background de scientifique des ressources humaines (rire), j'ai dû apprendre à mes dépens la dure école de la vie et du business. Je crois que j'ai décroché le record des faillites.

L.C.K. : Quelle analyse faites-vous du secteur de la production locale agro-alimentaire en RDC en général et à Kinshasa en particulier ?

S.M. : En général, le secteur est archaïque, même si quelques géants se démarquent dans les domaines de la minoterie, de la volaille et des biens de grande consommation appartenant en général à des étrangers. C'est depuis trois ou quatre ans que quelques Congolais se sont lancés dans le secteur mais souvent avec des maigres moyens, peu de connaissances et pas de modèle à suivre. Ce qui était une sorte de hobby pour certains et un moyen d'entreprendre pour « se débrouiller » pour d'autres prend des allures de croisades où les volontés sont chauffées à blanc, décidées de créer au cœur de ce géant d'Afrique une nouvelle génération d'entrepreneurs issus de la terre. Nous assistons aussi de plus en plus à des initiatives, encore timides, des organisations gouvernementales qui, de plus en plus, font la promotion des entrepreneurs. C'est le cas du Fonds de promotion de l'industrie qui, au mois d'avril der-



nier, a célébré la femme entrepreneure industrielle, au cours d'un atelier de deux jours. Et j'ai été très honorée d'avoir été sélectionnée comme l'une des six femmes qualifiées de modèle pour toutes les femmes congolaises.

L.C.K. : Avez-vous une idée des enjeux et défis d'une véritable industrie agro-alimentaire dans le pays ?

S.M. : A mon avis, le plus grand enjeu est la démographie. Aujourd'hui nous sommes plus de quatre-vingts millions de Congolais vivant sur le territoire national. Dans cinquante ans, nous serons le pays le plus peuplé d'Afrique. Cela fait autant de bouches à nourrir. Il est donc primordial que nous nous attelions à trouver le moyen de nourrir toutes ces bouches. Ensuite, viennent les autres enjeux tels que la taille des terres arables, les climats favorables, la diversité biologique qui font de la RDC un des réservoirs si ce n'est pas le grenier de l'humanité. Nous avons aussi le facteur économique. Sans être une experte de l'économie, il me semble évident que la chaîne de valeur apporte au pays plus d'avantages (emplois, taxes, valeur ajoutée, etc.). Pour un pays potentiellement riche, il est temps que ses ressortissants travaillent à créer et à bénéficier de ces richesses.

L.C.K. : Quels sont les défis auxquels Manitech fait face et comment comptez-vous les relever ?

S.M. : Nous faisons face à quatre défis majeurs : premièrement les infrastructures. Les circuits de l'eau et de l'électricité sont rudimentaires, les routes sont en très mauvais

état et cela rend l'approvisionnement extrêmement difficile. Deuxièmement, les opérations qui sont rendues difficiles car le matériel est importé. Nous devons importer jusqu'aux emballages pour nos confitures. De ce fait, il faut des grands moyens pour entreprendre dans notre domaine. Troisièmement, l'accès aux financements, que ce soit des prêts bancaires ou des financements privés, ou autre forme de fonds, les entrepreneurs congolais en général ont du mal à trouver l'argent pour lancer leurs entreprises. Souvent, on voit des entreprises naître et disparaître aussitôt que le besoin de croissance se fait sentir. Enfin, la concurrence étrangère. Les produits étrangers ont meilleure presse chez nous à tous les niveaux. Ils sont favorisés par des taux de douane qui ne sont pas en équilibre avec les taxes que les producteurs locaux doivent payer. Même les consommateurs ont une sorte de culte de ce qui vient d'ailleurs. Comment y remédier? (rire). En RDC, on dit tous : « Que le gouvernement fasse son travail ».

En effet, sur les quatre grands défis de ma vie, si seulement il y avait un coup de pouce du gouvernement, nous pourrions vivre et travailler normalement. Mais j'ai renoncé depuis longtemps à attendre que cela arrive. Je préfère contourner le problème en développant des astuces simples. Ainsi, pour parer à la main d'œuvre peu qualifiée du fait de la faiblesse de nos institutions éducationnelles, j'offre des stages aux étudiants de 3e graduat et je passe des heures à les orienter, à les conseiller sur comment compléter leurs acquis sur des formations en

ligne ou autres. Je m'assure de « former » ma main d'œuvre. En outre, parce que je n'ai pas les moyens d'acheter un autoclave pour une semi-industrie, j'en ai fabriqué un avec les moyens du bord. Parce que je n'ai pas toujours d'électricité, je travaille la nuit pour traiter la purée de fruit, quitte à dormir deux heures de plus le matin pour récupérer. Il y a toujours un moyen de faire et c'est là toute la beauté de mon travail : créer et faire grandir une industrie dans un contexte presque chaotique.

L.C.K. : Vous avez fait partie du programme entrepreneurial de la Tony Elumelu Fondation et avez aussi été sélectionnée au GES 2017 de Hyderabad en Inde. Pourriez-vous nous raconter ces différentes expériences ?

S.M. : Les deux expériences ont été des moments très décisifs dans ma vie d'entrepreneur. A Hyderabad, j'ai compris que je devais m'y mettre à 100%, bien m'en a valu puisque, en quelques mois à peine, mon entreprise a connu une superbe croissance. Pour le TEF, c'est plus « the training » le must pour être une bonne cheffe d'entreprise. La formation qui me manquait pour combler le gap de l'entrepreneur parfait. Ces deux opportunités ont renforcé ma conviction d'entrepreneure et ce pourquoi j'existe.

L.C.K. : Vos projets pour Manitech ?

S.M. : Simple, être un géant de l'agroalimentaire et gagner le pari de la réussite avec un grand nombre de personnes.

Propos recueillis par Patrick Ndongidi

WASHINGTON DC

Noël Karl Lebondzo Gandou convie les jeunes de la diaspora à la fraternité

Le secrétaire à la communication et à la jeunesse de la communauté congolaise a lancé son appel récemment, au cours d'un entretien qu'il a eu avec les jeunes africains de la diaspora en général et congolais en particulier, à l'université Howard, au nord-ouest de Washington.

La rencontre s'inscrivait dans le cadre de la clôture du mois de juin, mois de l'immigration aux Etats-Unis d'Amérique. Chargé à la communication et à la jeunesse de la communauté congolaise de Washington DC, Noël Karl Lebondzo Gandou a indiqué à ses compatriotes africains que la diaspora devait être un exemple, un symbole de paix et de fraternité.

Parlant de l'émigration des Congolais, il a dit que cela s'explique en partie par les événements malheureux qu'a connus le pays. Mais en dépit de cela, les Congolais où qu'ils se trouvent doivent garder un attachement important à leur pays. « Vous devez reconnaître (en ce qui concerne les Congolais) que vous êtes des principaux acteurs du rayonnement culturel, politique et économique du Congo à l'étranger et devez servir de cas de figure pour le pays. Malheureusement, depuis quelques temps, des messages de haine, d'emprunt au tribalisme et d'incitation à la violence à l'égard de notre pays le Congo, sont véhiculés par des

familles, femmes et enfants sur les réseaux sociaux et autres. Leurs origines et provenance étant souvent la diaspora. Il est de notre devoir d'agir et de dénoncer ce genre de comportement », a-t-il déploré.

Selon lui, il incombe aux membres de la diaspora de dénoncer et condamner ce genre d'actes et propos incendiaires. « On se doit la responsabilité et le devoir moral et fraternel de prévenir et faire appel à un ordre social favorable à l'intérêt de notre pays et de notre diaspora et plus important encore de notre terre d'accueil. Il serait inadmissible d'être des immigrants et des ressortissants irresponsables, récalcitrants et dangereux pour nous-mêmes et pour les autres communautés », a-t-il estimé.

Noël Karl Lebondzo Gandou a poursuivi que la liberté d'opinion était un droit universel, mais lorsque celle-ci fait appel à une violence sociale, à la guerre et à la terreur, il est de bon aloi de prendre des mesures d'alerte, de dénonciation et de condamnation pour épargner la nation et



Noël Karl Lebondzo Gandou animant une séance de travail (DR)

de vies humaines. Ne rien dire, ne rien faire serait une complicité indirecte même s'il s'agit d'un parent, a-t-il prévenu.

Préserver la paix à tout prix

Noël Karl Lebondzo Gandou a invité les différents présidents des bureaux, des partis politiques et leaders de communautés de la diaspora africaine à préserver la paix. « Je dirais tout simplement dire que la paix n'est pas un fait de rêve ou d'imagination, c'est un trésor qui se gagne ou s'obtient au prix d'une action qui en vaut sa valeur ni moins ni plus. Ainsi, il

est de votre devoir de leaders d'agir en premier au nom de cette paix mais aussi prévenir et dénoncer publiquement les actes de violence, les auteurs s'il le faut », a-t-il lancé.

Pour lui, la création récente du département des Congolais de l'étranger est une opportunité que la diaspora congolaise doit saisir pour exprimer, de manière constructive, la place et le rôle qu'elle entend jouer dans le développement socio-économique, politique, culturel, intellectuel et spirituel du pays. Il a rappelé aux siens que la situation du Congo interpellait chacun d'eux en

tant que citoyen. « Les acteurs politiques, la société civile, la diaspora..., tout le monde s'accorde à reconnaître que le pays a besoin de la synergie des efforts de tous ses enfants pour son décollage. Le bon sens nous invite à prendre conscience des conséquences de nos actes à court, moyen et long terme. Dans tous les cas, celui ou celle qui n'œuvre pas pour le développement du Congo hypothèque non seulement son avenir mais aussi celui de ses enfants, petits-enfants et de tout le pays... », a-t-il conclu.

Bruno Okokana

ARRÊT SUR IMAGE



Un véhicule s'est renversé près de l'aéroport Maya Maya. Aucun mort et pas de blessé n'a été signalé.

VISITEZ LE MUSÉE-GALERIE DU BASSIN DU CONGO

de LUNDI à VENDREDI (9h-17h) et SAMEDI (9h-13h)

Musée du Bassin du Congo

Expositions et projections:

SCULPTURES PEINTURES CÉRAMIQUES MUSIQUE

galerie CONGO

L'ART DANS TOUTES SES EXPRESSIONS de la Tradition à la Modernité

Siège social : 84 bd Denis-Sassou-N'Guesso immeuble les Manguiers (Mpila), Brazzaville République du Congo.

CUBA

La Havane réforme sa Constitution et va reconnaître l'économie de marché

Le pays s'apprête à engager la procédure et à admettre la propriété privée comme une des composantes de son économie socialiste : l'Assemblée nationale examinera, à partir du 21 juillet, une modification de la loi fondamentale sans renier pour autant ses fondements idéologiques.

Le changement que veulent opérer les autorités cubaines vise à faciliter l'indispensable ouverture de l'économie de l'île aux investissements étrangers et à l'initiative privée, lancée par Raul Castro en 2008. Mais « à Cuba, il n'y aura pas de virages capitalistes », a récemment souligné le président cubain, Miguel Diaz-Canel. Depuis son entrée en vigueur, la Constitution de 1976 a déjà été modifiée à trois reprises. Le futur texte réaffirme « le caractère socialiste » du système politique, économique et social, et le rôle central du parti unique au pouvoir, le Parti communiste de Cuba, en tant que « force dirigeante supé-

rieure de la société et de l'Etat ». « Que le marché ait une plus grande importance et joue un rôle transcendant dans le projet économique et social à Cuba était attendu » dans la nouvelle Constitution, a déclaré à l'AFP l'avocat constitutionnaliste José Antonio Fernandez. Le texte de 224 articles, élaboré par une commission parlementaire dirigée par Raul Castro et Miguel Diaz-Canel, doit être adopté ce week-end par l'Assemblée nationale avant d'être soumis à un référendum. Après quatre décennies d'une économie en grande partie étatisée, les réformes de Raul Castro ont stimulé l'entrepreneuriat privé, qui emploie désormais 591 000 personnes, selon les chiffres officiels, soit 13% de la population active.

Le gouvernement, qui avait suspendu l'octroi de nouvelles licences pour une trentaine d'activités parmi les plus rentables, notamment dans la restauration, afin de revoir la réglementation, vient de redonner son feu vert à ces initiatives tout en renforçant les contrôles.

Le projet de Constitution « reconnaît le rôle du marché et de

nouvelles formes de propriété, entre elles la privée », a résumé le journal d'Etat « Granma ». Cela permettra la légalisation de la petite et moyenne entreprise. Le texte reconnaît aussi « l'importance des investissements étrangers pour le développement du pays », un mécanisme qui existait déjà mais en complément à l'investissement public d'Etat via des sociétés mixtes.

« J'espère que la Constitution limitera le marché pour que

« À Cuba, il n'y aura pas de virages capitalistes »,

celui-ci permette le développement du pays sans étouffer le caractère humaniste de la révolution », a ajouté Me José Antonio Fernandez.

Un poste de Premier ministre prévu

La future Constitution rétablit le titre de président de la République, actuellement appelé président des Conseils d'Etat et des ministres. En outre, le poste de Premier ministre est créé mais les détails sur le mode de désignation n'ont pas encore été précisés. « Ce ne sera pas une figure quelconque. L'objectif est sans doute de retirer des responsabilités exécutives ou administratives au président. Cela pourrait ai-



Le président cubain, Miguel Diaz-Canel pour la démocratie. Mais il faut ensuite que des lois suivent », a ajouté Me José Antonio Fernandez.

Parmi elles, il cite « la régulation des relations politiques et sociales, les garanties en matière des droits de l'homme, liberté de la presse, de parole et de pensée ».

Sur les réseaux sociaux, le débat faisait rage concernant ces sujets-là après un récent discours du président Diaz-Canel à un congrès de journalistes où il a critiqué ceux qui faisaient du journalisme hors du giron de l'Etat.

« On l'est ou on ne l'est pas, depuis les temps de Shakespeare », a jugé Miguel Diaz-Canel, en référence aux révolutionnaires, rappelant au passage que les fondements idéologiques n'étaient pas concernés par les réformes constitutionnelles.

Nestor N'Gampoula et l'AFP

« La régulation des relations politiques et sociales, les garanties en matière des droits de l'homme, liberté de la presse, de parole et de pensée »

COOPÉRATION UA-ONU

Une nécessité et non un choix

La collaboration plus étroite entre les deux organisations est un impératif, a déclaré la représentante spéciale du secrétaire général de l'organisation onusienne auprès de l'Union africaine, Sahle-Work Zewde, lors de la réunion du conseil de sécurité des Nations unies, tenue le 19 juillet à New York.

Exhortant les pays membres de l'UA à renforcer leur coopération avec l'ONU, Sahle-Work Zewde a reconnu que l'UA est le partenaire stratégique le plus important entre l'ONU et l'organisation régionale qui œuvre pour les questions de paix, de sécurité, de développement et de droits de l'homme.

Selon la représentante du secrétaire général, ce partenariat qui n'est pas un choix mais une nécessité s'est caractérisé, ces dernières années, par une collaboration plus étroite, des échanges d'informations et des consultations plus régulières. Il s'est illustré à travers des actions coordonnées comprenant des visites de terrain et des déclarations conjointes. La récente mission effectuée est celle de la vice-secrétaire générale de l'ONU, Amina Mohammed au Niger, au Tchad et au Soudan du Sud en compagnie des hauts responsables de l'UA.

« Le recours de plus en plus fréquent à des missions conjointes, à des réunions d'information, à des rapports et déclarations communes illustre les progrès accomplis vers une compréhension collective des problèmes de paix ainsi que de sécurité et une approche commune pour les résoudre », a

indiqué, Sahle-Work Zewde devant le conseil de sécurité.

Par ailleurs, rappelant l'importance de la prévention des conflits pour l'ONU et l'UA, la représentante spéciale a insisté sur le fait qu'il est temps de mener davantage les analyses et des évaluations conjointes afin d'aligner les indicateurs d'alerte rapide des deux organisations.

Abordant l'épineuse question du maintien de la paix, la responsable onusienne a précisé que le secrétaire général de son institution a fait déjà savoir que le modèle actuel de lutte n'est pas adapté aux défis contemporains. Comme preuve tangible, elle a épinglé les conflits au Mali, en République centrafricaine, en République démocratique du Congo et au Soudan du Sud axés sur des processus de paix bloqués, une multiplicité d'acteurs, des actes tragiques de violence extrême et un nombre croissant de victimes parmi les soldats de la paix. « Une redéfinition du partage des tâches a déjà été proposée par le secrétaire général afin de reposer davantage sur la coopération avec les organisations régionales et de clarifier le mandat des opérations de maintien de la paix », a-t-elle ajouté avant de conclure qu'en ce qui concerne le financement des opérations de soutien à la paix de l'UA, autorisée par le Conseil de sécurité de l'ONU, le Conseil a donné son intention positive d'étudier les mesures pratiques pour que ces opérations soient partiellement financées par des contributions des Nations unies.

Rock Ngassakys

SOUDAN DU SUD

Salva Kiir et Riek Machar vont signer un accord de partage du pouvoir

Le texte « préliminaire » sera paraphé le 19 juillet à Khartoum et va être suivi d'un accord définitif, le 26 juillet, en présence du président soudanais, Omar al-Béchir, et d'autres dirigeants africains, ont annoncé les autorités du Soudan voisin.

« Toutes les parties vont signer un accord préliminaire du partage du pouvoir jeudi », a déclaré le ministère soudanais des Affaires étrangères dans un communiqué publié à Khartoum, où se déroule depuis juin une nouvelle série de pourparlers de paix. D'après les autorités soudanaises, le gouvernement et les rebelles du Soudan du Sud, enfoncés dans une guerre civile, sont déterminés à trouver un terrain d'entente par la signature d'un accord. « Ni le président sud-soudanais Salva Kiir ni son ex-vice-président et leader rebelle Riek Machar, protagonistes de la guerre civile dans le plus jeune pays du monde, indépendant du Soudan depuis 2011, n'ont pas rejeté le projet d'accord », a-t-on précisé.

Du côté de Riek Machar, les négociateurs ont déjà confirmé les deux dates tout en ajoutant qu'ils avaient fait des remarques. « Nous allons voir si nos remarques ont été introduites dans le projet final que les médiateurs doivent nous présenter demain (mercredi) », a déclaré Pouk Both, porte-parole de l'ancien vice-président.

Les deux principaux rivaux sud-soudanais s'étaient déjà convenus d'instaurer un ces-

sez-le-feu permanent et de retirer leurs troupes des zones urbaines. Cette même volonté a été réaffirmée lors des pourparlers de paix organisés le 7 juillet à Kampala, en Ouganda. À cette occasion, ils avaient également accepté un accord de partage du pouvoir qui doit voir Riek Machar retrouver la vice-présidence.

Le 27 juin dernier, les deux hommes étaient parvenus à Khartoum (Soudan) sur un accord qui relance les espoirs de paix dans leur pays ravagé par une guerre fratricide et sanglante. Ce document n'est pas le premier du genre depuis le déclenchement du conflit en 2013. De précédents autres ont volé en éclats, comme en 2016, l'année où Riek Machar avait fui son pays.

Salva Kiir et Riek Machar vont signer un nouvel accord alors que la semaine dernière, l'ONU a imposé un embargo sur les armes au Soudan du Sud, tandis que les tractations diplomatiques n'ont pas, en près de cinq ans de conflit, réussi à mettre un terme à la guerre civile.

Le Soudan du Sud a obtenu son indépendance du Soudan en 2011 mais deux ans seulement après, le pays s'est enfoncé dans une guerre civile quand l'actuel président accusa son ancien vice-président de fomenter un coup d'Etat. Les Nations unies estiment que les combats entre les deux camps ont fait des dizaines de milliers de morts, des millions de déplacés et forcé des centaines de milliers de personnes à se réfugier au Soudan.

Nestor N'Gampoula

DIPLOMATIE

Xi Jinping en tournée aux Emirats arabes unis et dans quatre pays africains

Le président chinois a entamé le 19 juillet, une visite de dix jours qui le conduira également en Afrique, notamment au Sénégal, au Rwanda, à Maurice et en Afrique du Sud où il participera, à Johannesburg, au 10e sommet des Brics (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud), un groupe de puissances émergentes.

La visite de Xi Jinping aux Emirats arabes unis sera la première d'un chef d'Etat chinois depuis vingt-neuf ans. Il y rencontrera le cheikh Mohammed ben Rachid Al Maktoum, vice-président et Premier ministre du pays, ainsi que le prince héritier d'Abou Dhabi, le cheikh Mohammed ben Zayed Al-Nahyane. Les deux parties signeront plusieurs accords de coopération dans des domaines variés, selon le vice-ministre chinois des Affaires étrangères, Kong Xuanyou.

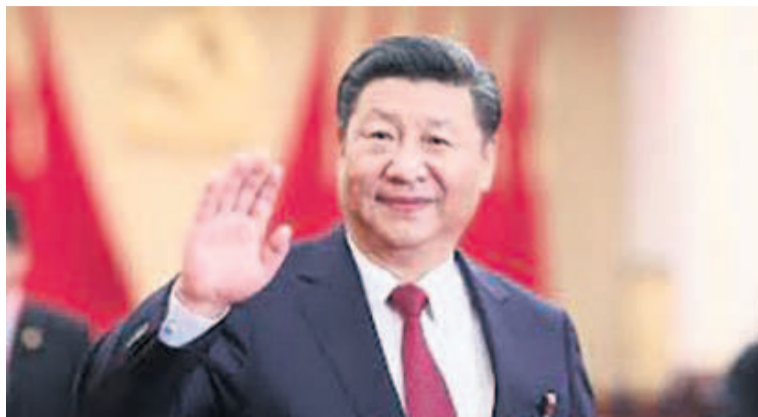
La Chine et les Emirats arabes unis ont établi leurs relations diplomatiques en 1984, ouvrant un nouveau chapitre dans la coopération et les échanges bilatéraux. Les deux pays ont, ensuite, conclu un partenariat stratégique en 2012, le premier du genre d'un Etat du golfe avec la Chine. Grâce à ce partenariat, la coopération bilatérale s'est accélérée en couvrant davantage de domaines.

Après les Emirats arabes unis, Xi Jinping se rendra en Afrique. Au Sénégal, Beijing et Dakar devraient signer plusieurs accords de coopération économique. Par ailleurs, le président chinois prendra part à la réception officielle du Musée des civilisations noires de Dakar, une infrastructure culturelle financée

par l'empire du Milieu. À Kigali, au Rwanda, le dirigeant chinois devrait aussi signer des accords de coopération avec son homologue Paul Kagame, président en exercice de l'Union africaine. Les entretiens entre les deux hommes porteront également sur les préparatifs du prochain sommet Chine-Afrique, prévu en septembre, à Pékin.

Xi Jinping se rendra ensuite en Afrique du Sud, où il participera, du 25 au 27 juillet à Johannesburg, au sommet annuel des Brics, pays qui se considèrent comme des « acteurs-clés du passage de l'unipolarité américano-centrique à l'ordre mondial post-occidental ». Il rencontrera, durant ce sommet,

« Outre l'Afrique du Sud et Maurice, les autres pays africains sur son itinéraire sont sous-développés. Renforcer les liens avec ces pays pourrait leur permettre de bénéficier davantage de l'initiative de La Ceinture et la Route, ce qui pourra également aider ces pays à atteindre un développement collectif »



Xi Jinping

son homologue sud-africain, Cyril Ramaphosa, ainsi que le président égyptien, Abdel Fattah al-Sissi. Suivra ensuite l'étape de Maurice où il effectuera une visite amicale lors d'une escale sur le chemin de son retour à Pékin.

L'initiative chinoise «La Ceinture et la Route» sera profitable à certains pays

Pour des experts chinois, les visites du président Xi Jinping pourraient aider davantage de pays à bénéficier de l'initiative chinoise de « La Ceinture et la route ». « Outre l'Afrique du Sud et Maurice, les autres pays africains sur son itinéraire sont sous-développés. Renforcer les liens avec ces pays pourrait leur permettre de bénéficier davantage de l'initiative de La Ceinture et la route, ce qui pourra également aider ces pays à atteindre un développement collectif », a affirmé Wang Yiwei, directeur de l'Institut

des affaires internationales de l'université Renmin de Chine, à Pékin. Les visites de Xi Jinping au Sénégal, au Rwanda et en Afrique du Sud marqueront la première tournée de « l'homme du rêve chinois » sur le continent, depuis sa réélection en mars dernier. Auparavant, il avait déjà effectué une première tournée de huit jours en Tanzanie, en Afrique du Sud et au Congo-Brazzaville, quelques jours seulement après son élection en mars 2013, et un second périple africain qui l'avait conduit au Zimbabwe et en Afrique du Sud, en décembre 2015.

Premier partenaire commercial de l'Afrique depuis 2009, la Chine ne ménage aucun effort pour élever le niveau des échanges avec le continent. En témoigne la valeur des stocks des investissements chinois en Afrique, qui est passée de 2,5 milliards de dollars en 2003 à 34,6 milliards en 2016, selon les données de la China africa research initiative. Ce

qui représente une progression annuelle de 33% durant cette période. De plus, la Chine a déversé plus de cent quarante milliards de dollars en Afrique sous forme de prêts depuis l'an 2000, contribuant ainsi à stimuler la croissance économique et la création d'emplois dans les pays récipiendaires.

Notons aussi que dans le sillage de l'expansion des entreprises chinoises en Afrique ainsi que des financements qu'accorde la Chine pour la réalisation de plusieurs infrastructures, Pékin entend consolider ses relations avec les pays africains. Cette volonté a été réitérée dans le message que Xi Jinping avait adressé aux chefs d'Etat, lors du dernier sommet de l'Union africaine qui s'est tenu les 1er et 2 juillet à Nouakchott, en Mauritanie.

Les autorités chinoises espèrent que le prochain sommet Chine-Afrique, qui a pour thème « Construire ensemble une communauté de destin sino-africaine encore plus solide pour réaliser la coopération gagnant-gagnant », sera un moment propice pour redynamiser les relations bilatérales. C'est pour cela que Pékin s'engage à aligner ses interventions dans le cadre de l'initiative « la Ceinture et la route » avec ceux du continent, notamment l'agenda 2030 des Nations unies pour le développement durable ainsi qu'avec l'agenda 2063 de l'Union africaine et bien d'autres stratégies de développement des pays africains.

Nestor N'Gampoula



BCH



BCH



(+242) 22 281 25 88 / 06 892 57 01



bch@bch.cg



PACKAGES AUX PARTICULIERS

Une meilleure traçabilité de vos opérations

Un vrai partenaire

La BCH met à votre disposition ses différents packs

Pack Premium :

- Chéquier
- Carte monétique GIMAC ESSENGO
- Découvert allant jusqu'à 500 000 FCFA
- Assurance Parrainage*



Pack Référence :

- Chéquier
- Carte monétique GIMAC MATONDO
- Découvert allant jusqu'à 250 000 FCFA
- Assurance Parrainage*



Pack Classic :

- Chéquier
- Carte monétique GIMAC MATONDO
- Découvert allant jusqu'à 150 000 FCFA
- Assurance Parrainage*

Du nouveau à la BCH

*Pour 1850FCFA/mois, vous bénéficiez d'une assurance prévoyance vous donnant droit à 1.000.000FCFA.

Avenue Amilcar Cabral, Brazzaville BP 987, République du Congo



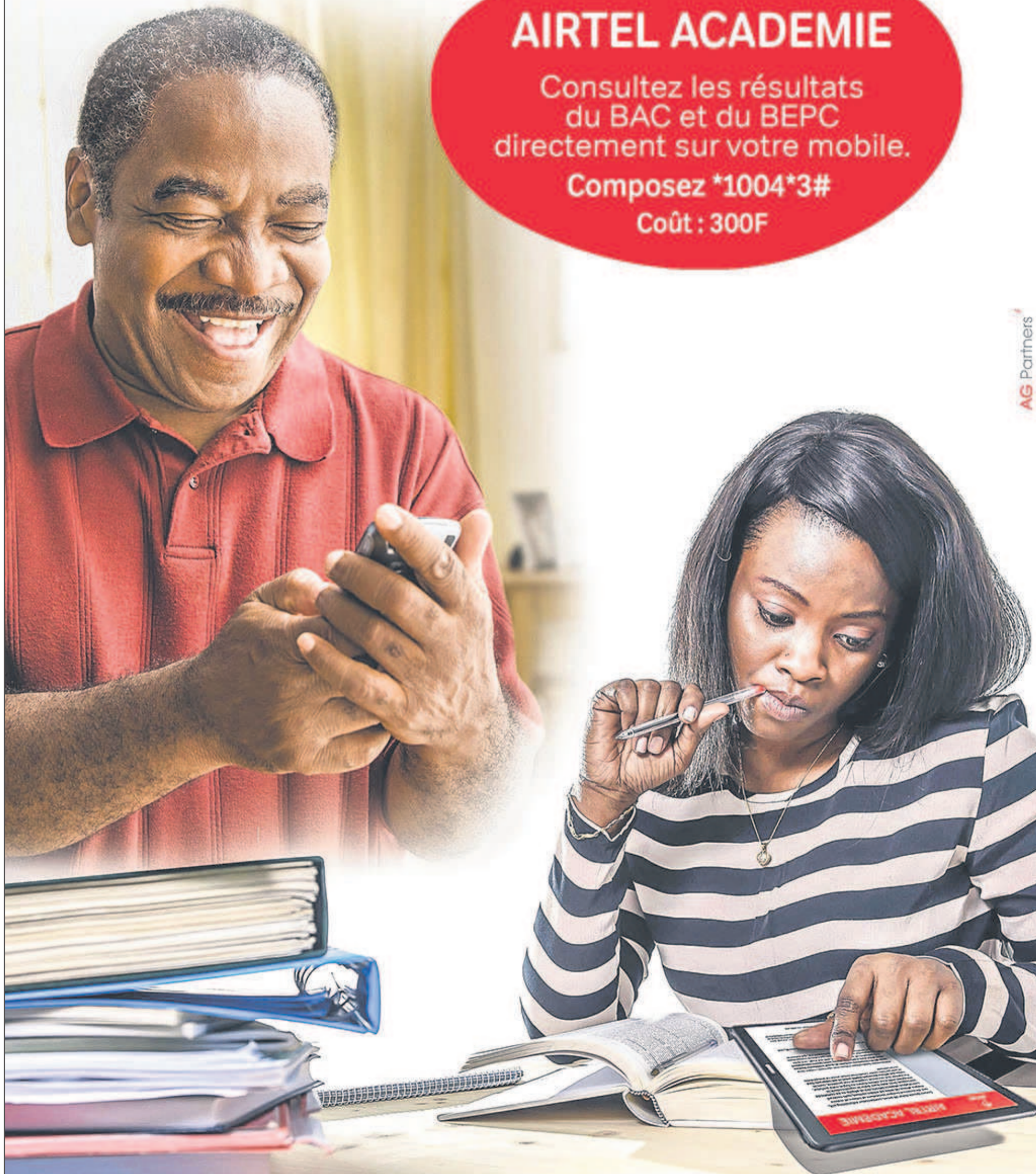
LE RESEAU DES SMARTPHONES

AIRTEL ACADEMIE

Consultez les résultats
du BAC et du BEPC
directement sur votre mobile.

Composez *1004*3#

Coût : 300F



AG Partners

PARLEMENT

L'Assemblée nationale adopte trois projets de loi

La chambre basse a examiné et approuvé, le 18 juillet à Brazzaville, trois textes, portant sur la statistique officielle, la création de l'Institut national de la statistique et la création du Centre national d'études et d'évaluation des projets d'investissement public.

Le projet de loi sur la statistique a pour objet d'actualiser la loi n° 8-2009 en la matière devenue caduque du fait des nouvelles exigences d'organisation de la statistique officielle qui doivent à leur tour obéir dorénavant aux normes standards reconnues au niveau de la Communauté économique et monétaire des Etats de l'Afrique, d'une part, et à la Charte africaine de la statistique internationale qui prend en compte les recommandations de la commission de statistique des Nations unies, d'autre part. Ce texte est présenté en cinquante-trois articles contenus dans sept titres, notamment les dispositions générales, les principes d'élaboration, de production et de diffusion des statistiques officielles, l'organisation du système statistique national, la programmation des activités nationales, l'immatriculation des agents économiques, les pé-



Les députés lors de la séance plénière du 18 juillet/Adiac

nalités, les dispositions diverses. La création de l'Institut national de la statistique sous forme d'établissement public administratif doté de la personnalité morale et de l'autonomie financière a été le deuxième projet de loi adopté par les députés. Les textes spécifiques en fixent

les missions, l'organisation et le fonctionnement. Cette loi prévoit, parmi les structures du système national de la statistique, l'Institut national de la statistique chargé de la coordination technique de ce système.

Le dernier projet de loi adopté est celui de la création du Centre

national d'études et d'évaluation des projets d'investissement public. Les députés ont, en outre, été informés du projet de loi autorisant la ratification de l'accord-cadre entre la République du Congo et le Saint-Siège sur les relations entre l'Etat et l'Eglise catholique, de la pro-

position de loi de l'honorable Léonidas Carrel Mottom Mamoni, de la journée parlementaire avec le Haut commissariat des Nations unies pour les réfugiés, de la réunion du groupe national ACP-UE et de celle du groupe national UPA.

Jean Jacques Koumba

COMMUNIQUÉ

La Direction Générale des Hôpitaux et de l'Organisation des Soins (DGHOS) du Ministère de la santé et de la population et la direction générale du centre hospitalier et universitaire de Brazzaville (CHUB) informent le public congolais, qu'à la faveur de la fête de l'indépendance du Congo, le 15 août 2018, une mission israélienne séjournera à Brazzaville pour mener une campagne humanitaire chirurgicale gratuite en ophtalmologie. Ainsi, les personnes intéressées par cette campagne sont priées de passer au service d'ophtalmologie du CHUB pour une opération de présélection à compter du lundi 23 juillet 2018. Tous les soins et services sont offerts gratuitement.

Fait à Brazzaville, le 13 juillet 2018

Le Directeur Général des Hôpitaux
et de l'Organisation des Soins
Ulrich Judicaël BIEZ

ECONOMIE

Une guerre commerciale mondiale inquiétante

Le Fonds monétaire international (FMI) maintient sa prévision de croissance mondiale à 3,9 % pour 2018 mais l'escalade des tensions commerciales constitue « un risque de dégradation important », selon un article de la « Tribune ».

Selon les dernières prévisions du FMI, la croissance mondiale devrait atteindre 3,9 % en 2018 et 2019. La croissance du PIB pourrait rapidement accuser le coup si les menaces sur le commerce mondial se concrétisent. Les craintes se multiplient dans les institutions internationales.

La Commission européenne a revu à la baisse de 0,2 % ses prévisions de croissance par rapport à celles d'il y a trois mois. En cause, une production plus faible que prévu et des risques externes, comme la guerre commerciale, en hausse. Les projections du FMI sont assombries par l'escalade des tensions commerciales et l'affaiblissement du soutien à l'intégration économique mondiale dans certains pays avancés.

La politique économique et commerciale du président américain, Donald Trump, remplie d'incertitudes, suscite des inquiétudes chez les économistes du FMI : « Une escalade des tensions commerciales pourrait miner la confiance des entreprises et des marchés financiers, ce qui nuirait à l'investissement et au commerce. Au-delà de son im-

pact immédiat sur l'état d'esprit des marchés, la prolifération de mesures commerciales pourrait accroître l'incertitude entourant la portée potentielle des mesures commerciales », relève l'institution financière.

Cette montée des tensions pourrait freiner l'investissement tandis que la multiplication des obstacles pourrait rendre les biens échangeables moins abordables, perturbant les chaînes d'approvisionnement mondiales et ralentissant la propagation des nouvelles technologies, ce qui réduirait la productivité. Les auteurs indiquent que le volume du commerce mondial de biens et services pourrait baisser de rythme, passant d'une croissance exceptionnelle de 5,1 % en 2017 à 4,8 % en 2018 et 4,5 % en 2019. De passage à Paris, le ministre allemand de l'Économie, Peter Altmaier, a appelé à une réponse européenne solidaire dans le conflit commercial opposant l'Union européenne aux États-Unis.

Concernant les pays émergents et les pays en développement, le FMI anticipe une croissance de 4,9 % pour 2018 et 5,1 % pour 2019 avec le pétrole plus cher, la

hausse des taux d'intérêt américains, les tensions commerciales et les pressions des marchés sur les devises des pays dont les fondamentaux sont les plus faibles.

Si le PIB de la Chine devrait ralentir au cours des deux années (6,6 % en 2018 et 6,4 % en 2019 contre 6,9 % en 2017, la croissance de l'Inde devrait accélérer à 7,3 % en 2018 et 7,5 % en 2019. Outre les facteurs économiques, le Fonds note que l'incertitude politique liée à des échéances électorales à venir, comme les élections de mi-mandat aux États-Unis en novembre prochain ou les élections européennes au printemps 2019, pourrait décourager l'investissement privé et freiner l'activité économique. La situation politique italienne préoccupe particulièrement le FMI.

On évoque également la montée des risques géopolitiques, la remise en cause du multilatéralisme et les troubles internes qui pèsent sur les projections de plusieurs pays, en particulier au Moyen-Orient ou en Afrique subsaharienne. Enfin, le dérèglement climatique pourrait encore accroître les flux migratoires et les risques économiques et humanitaires alors que les divisions en Europe sur ces sujets sont particulièrement sensibles actuellement.

Noël Ndong

IN MEMORIUM
Solange Eulalie Moukilango

21 juillet 2003 – 21 juillet 2018, voici quinze (15) ans, jours pour jour, que le Seigneur a rappelé à lui notre très chère grand-mère, mère, grande sœur la nommée Solange Eulalie Moukilango. La marche irréversible du temps ne pouvant effacer le souvenir et la douleur de la disparition prématurée d'un être cher. En cette date de triste anniversaire, les enfants Itoua, Bombo et famille prient tous ceux qui l'ont connu et aimé d'avoir une pensée pieuse en sa mémoire. Une messe d'action de grâce sera dite en l'église Sainte-Marie de Ouenzé le samedi 21 juillet 2018 à 06 heures du matin. Maman Solange, tes conseils, ta générosité, ton humilité et ton amour pour ton prochain resterons toujours en nous comme références. Que ton âme repose en paix.



NÉCROLOGIE

Guy-Gervais Kitina, rédacteur en chef aux Dépêches de Brazzaville, Bienvenu Nganga (Ya Bobo), les enfants Jean Roger Kitina Kandza, Rufine Kandza, Anasthasie Bantsima Eva Rachelle Biayenda informent la famille Mpandzou, amis et connaissances que le programme des obsèques de leur père et oncle, Joseph Kitina Kandza, décédé le lundi 9 juillet à Brazzaville, se présente comme suit :

lundi 23 juillet :
9h30 : levée de corps à la morgue municipale;
11h00 : recueillement au domicile familial ;
14h00 : départ pour le cimetière Ma Campagne ;
16h00 : retour et fin de la cérémonie.



**UNE ADRESSE E-MAIL
POUR NOUS ENVOYER VOS ANNONCES
PLUS RAPIDEMENT**

regie@lesdepechesdebrazzavilles.fr



Ogouchi Bernice, épouse Gatsono, ses frères et sœurs et M. Ogouchi Florentin, ses frères et sœurs ont la profonde douleur de vous annoncer le décès de leur père et frère, Ogouchi Bernardin, survenu à Cotonou au Bénin le vendredi 6 juin.

La veillée se tient à Pointe-Noire au domicile du défunt sis au quartier Songolo, avenue des dalettes vers le dépôt de ciment Forspak. Les obsèques auront lieu le samedi 21 juillet à Ouidah au Bénin.



LIBRAIRIE LES MANGUIERS

LIBRAIRIE
LES MANGUIERS

Un **Espace de Vente**

Une sélection unique de la **LITTÉRATURE CLASSIQUE** (*africaine, française et italienne*)
Essais, Romans, Bandes dessinées, Philosophie, etc.



Un **Espace culturel** Pour vos **Manifestations** :
Présentation des ouvrages, Conférences-débats, Dédicaces
Emissions Télévisées, Ateliers de lecture et d'écriture.

Brazzaville : 84 bd Denis Sassou N'Guesso immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville République du Congo

Horaires d'ouverture:
Du lundi au vendredi (9h-17h)
Samedi (9h-13h)



RECHERCHE AGRICOLE

Le Congo se dote d'un nouveau plan directeur

La représentante de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), Suze Percy Fillipini, a remis récemment le document actualisé au ministre de la Recherche scientifique et de l'innovation technologique, Martin Parfait Aimé Coussoud-Mavoungou, en présence du ministre d'Etat, ministre de l'Agriculture, de l'élevage et de la pêche, Henri Djombo, indique un communiqué de presse.

L'objectif est de doter le pays d'un cadre institutionnel permettant la mise en cohérence des programmes de recherche agricole exécutés par tous les acteurs sous le Système national de la recherche agricole (SNRA).

Le nouveau plan directeur permettra au gouvernement de remédier à la faible performance de l'agriculture, de mettre en œuvre les programmes, de fournir au SNRA de ressources humaines de haut niveau correspondant aux standards internationaux en matière des profils de poste.

Il comprend cinq axes d'intervention comportant trente-cinq thématiques dont vingt-cinq concernent le développement des technologies et d'innovations, la socio-économie des filières. Les dix autres portent sur les aspects institutionnels.

« La recherche agricole doit jouer un rôle important pour

rendre le secteur agricole moderne, compétitif à travers la mise en œuvre des composantes de recherche dont l'amélioration de l'accès des productrices et producteurs et de leurs organisations à l'information, aux innovations et de bonnes pratiques de production en nombre suffisant pour couvrir les besoins du développement agricole, des infrastructures appropriées et des équipements scientifiques informatiques adéquats », souligne le communiqué.

Le Congo a assigné au SNRA, à travers ce plan directeur, les missions de servir de cadre de mobilisation de divers acteurs, de mettre en œuvre la politique nationale de recherche en vue de contribuer efficacement à l'amélioration durable de la productivité et du niveau de vie de la population.

Améliorer durablement la productivité

Le plan directeur actualisé de la recherche vise précisément à améliorer la productivité, les productions agro-sylvo-pastorales et halieutiques ainsi que le niveau de vie de la population congolaise par le renforcement du SNRA. Il envisage aussi le renforcement de la gouvernance et la performance organisationnelle du SNRA Congo ; l'amélioration de la gestion des ressources naturelles et de l'approvisionnement dans un contexte de changement climatique.

Notons que ce document est conçu comme un processus à long terme dont l'aboutissement à l'horizon 2030 est une transformation qualitative du dispositif national de diffusion de technologies et d'innovations pour soutenir efficacement les politiques et programmes de développement agricole.

Les actions prioritaires du nouveau plan directeur seront développées à travers trois plans d'actions successifs de quatre ans chacun avec des évaluations pour permettre la prise en compte des besoins nouveaux en innovation et technologie. Au cours de la première phase de



Suze Percy Fillipini, Martin Parfait Aimé Coussoud-Mavoungou et Henri Djombo quatre ans (2018-2022), le premier plan d'actions s'attèlera à mettre en route la machine, en créant les équipes de recherche, en disciplinant les chercheurs dans les choix thématiques, la mise en place d'un manuel des procédures de gestion administrative, financière et comptable, un manuel de gestion de programme, en adoptant des règles devant régir la désignation des responsables des programmes thématiques. Le dernier document de programmation scientifique et stratégique de la recherche agricole au Congo, intitulé «Système national de recherche du Congo», réalisé avec l'appui de la FAO, date de 1996.

Lydie Gisèle Oko

JOURNÉE PARLEMENTAIRE

Les députés édifiés sur les missions du HCR

L'agence des Nations unies a informé, le 19 juillet à Brazzaville, les membres de l'Assemblée nationale des missions qu'elle mène en République du Congo.

L'objectif visé par l'activité a consisté à amener les parlementaires à avoir une meilleure connaissance du Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR), de ses interventions dans le pays et se familiariser avec les notions telles réfugiés, personnes déplacées internes, apatridie, etc.

Il s'agissait aussi de renseigner les députés sur la situation des réfugiés et des personnes déplacées internes au Congo, les informer des engagements internationaux pris par le pays en ce qui concerne les réfugiés et les personnes déplacées internes et de la prévention de l'apatridie au Congo.

A cet effet, cinq thèmes ont été développés par différents responsables de cet organisme, à savoir les opérations du HCR au Congo, le mandat du HCR, les conventions relatives à l'apatridie, le cadre légal relatif aux réfugiés et celui des personnes déplacées internes au Congo.

Avant de développer ces thèmes, le représentant du HCR au Congo, Cyr Modeste Kouamé, a fixé le cadre de cette journée en rappelant aux députés que le HCR a deux bureaux dans le pays, celui de Brazzaville et de Bétou, dans le département de la Likouala, avec un personnel de cinquante-six membres ainsi que quelques partenaires dont le Comité national d'assistance aux réfugiés.

Evoquant les missions de cette agence onusienne, Cyr Modeste Kouamé a indiqué que son rôle est la protection des réfugiés, c'est-à-dire des personnes ayant dépassé les frontières internationales pour se retrouver dans un autre pays, l'assistance de ces personnes et la mise en place des mécanismes tendant à des solutions durables au profit de ces individus.

Les services du HCR, a-t-il dit, se résument à l'assistance matérielle ainsi qu'aux services sociaux de base apportés aux réfugiés et leur

enregistrement biométrique. Cet organisme intervient dans les domaines de la santé, de l'éducation, de l'eau et de l'assainissement. Le HCR, a-t-il poursuivi, assure aussi le rapatriement volontaire et la réinstallation interne. A ce jour, a-t-il déclaré, 648 Centrafricains ont déjà été rapatriés.

Cyr Modeste Kouamé est ensuite revenu sur la population réfugiée présente au Congo, chiffres à l'appui. Les Rwandais sont au nombre de 10 516, arrivés au Congo après avoir transité par la RDC; les Congolais de Kinshasa sont 15 000 et les Centrafricains 33 000. « Le Congo compte, à ce jour, vingt-trois nationalités de réfugiés qui sont sur toute l'étendue du territoire national, principalement dans la partie nord », a-t-il précisé.

Le deuxième thème a porté sur le mandat du HCR depuis sa création à la fin de la Seconde Guerre mondiale. A propos, l'intervenant a évoqué la question de la protection des réfugiés qui est liée aux droits de l'homme. « Cette mission relève de la responsabilité de l'Etat », a-t-il indiqué.

Quentin Banga, lui, a instruit sur les conventions relatives à l'apatridie, c'est-à-dire les personnes n'ayant pas de statut, méconnues, inexistantes sur les documents officiels. Le HCR a fait remarquer qu'il n'y a pas des cas avérés d'apatridie au Congo mais les risques sont importants, notamment du fait des lacunes observées dans le système d'enregistrement des naissances à l'Etat civil. Les députés ont été également informés du cadre légal relatif aux réfugiés et aux personnes déplacées.

Notons que les travaux ont été dirigés par le premier vice-président de l'Assemblée nationale, Léon Alfred Opimbat, qui, dans son mot d'ouverture, a remercié le HCR pour cette initiative.

Jean Jacques Koubemba

COGEO

Des poursuites judiciaires envisagées contre des responsables

La société traverse depuis quelques années des difficultés financières et sociales. Son dernier conseil d'administration, tenu récemment à Brazzaville, a recommandé, à cet effet, des actions en justice pour faire suite aux actes conservatoires et obtenir la restitution du véhicule détenu par l'ancien directeur général.



Les participants au conseil d'administration (Adiac)

Le conseil d'administration de la Congolaise de gestion de loterie (Cogelo) a, en outre, ordonné l'audit spécifique du compte des fournisseurs par des commissaires aux comptes; le contrôle physique du personnel; l'étude comparative de l'acquisition d'un logiciel de paie et l'externalisation ponctuelle du service de la paie ; la relance du dossier sur la réduction de la taxe spéciale sur les jeux de hasard et d'argent y compris le retrait des délégués du contrôle budgétaire.

Le rapport d'un audit mené par le cabinet en juin 2017 pointe du doigt la mauvaise gestion car les comptes annuels de la Cogelo ne sont ni « réguliers » ni « sincères ». D'après ce rapport, les comptes ne donnent pas une image fidèle du résultat des opérations de la période observée, encore moins de la situation financière et du patrimoine de la société au 31 décembre 2016, conformément aux normes édictées par le système comptable de l'Ohada.

En lien avec les analyses comptables effectuées, les rapports des exercices 2012, 2013, 2014, 2015 et 2016 n'ont pas été validés. Pour permettre une meilleure mise à jour des soldes comptables de la société, les administrateurs ont décidé que soit mené un travail d'inventaire et de reconstruction pour leur mise en conformité avec les principes et méthodes comptables. À noter qu'au cours du conseil d'administration du 29 juin dernier, le budget exercice 2018 avait été adopté à la somme de douze milliards de francs CFA en produits et de dix milliards en dépenses. Les administrateurs ont reconduit Martial Djimbi Makoundi qui reste le directeur général par intérim. Celui-ci a tenté de rassurer les autres dirigeants de la relance de l'établissement. Il compte ainsi sur son nouveau projet «Tout connect et le PMU France» qui fiabilisera les paris pour un regain de confiance auprès des parieurs.

Fiacre Kombo

HANDBALL DAMES

La défaite du Congo contre l'Angola donne des axes de travail à Thierry Vincent

Les Congolaises ont perdu face aux Angolaises 18-27? en match d'ouverture du tournoi international qui se dispute à Brazzaville. La défaite a révélé des faiblesses à corriger, selon le sélectionneur des Diables rouges.

La Fédération congolaise de handball (Fécohand) est déterminée à réunir toutes les conditions pour que les Diables rouges dames se fassent une place au podium, à la prochaine Coupe d'Afrique des nations dénommée « Challenge Edith-Lucie-Bongo-Ondimba » qui se disputera à Brazzaville, du 2 au 12 décembre de l'année en cours. Pour une mise en jambes compétitive de l'équipe nationale, la Fécohand organise un tournoi international mettant aux prises le Congo, la République démocratique du Congo et l'Angola. En match d'ouverture, sans sur-



prise, les Angolaises qui sont sur le toit du continent au handball se sont imposées devant les Congolaises avec neuf buts d'écart. L'Angola a mené au score du dé-

but jusqu'à la fin de la rencontre. Jamais les deux équipes n'ont été à égalité même pendant une minute. Le sélectionneur des Diables rouges a profité de cette

croire que tout est bon avec le risque de baisser le rythme de travail. On a voulu jauger le niveau des seize joueuses alignées pour ce match. On n'est jamais content de perdre. Mais ce que nous avons vu sur le terrain nous permettra de continuer le travail sur certains axes », a fait savoir Thierry Vincent. Il a, par ailleurs, reconnu quelques faiblesses présentées par son équipe. La défense n'a pas tourné à plein régime et l'attaque manque de rythme. Selon lui, les joueuses ne se connaissent pas suffisamment, l'ossature étant constituée de celles venant de France et celles évoluant au pays. « Mais les filles ont envie de travailler », a-t-il souligné.

A en croire Thierry Vincent, lors de ce match contre l'Angola, quelques joueuses ont montré qu'il peut leur faire confiance.

Rominique Makaya

COUPE AFRICAINE DE LA CONFÉDÉRATION

Le Cara n'a plus droit à l'erreur

Dans une position très inconfortable après leur défaite, le 18 juillet à Bamako, les Aiglons devraient mieux rebondir le 29 juillet à Brazzaville face au même Djoliba AC s'ils ne veulent pas griller leur précieuse carte.



Les Aiglons doivent se relancer à domicile/Adiac

La troisième journée des matches de poules qui s'est disputé mercredi a changé la donne dans le groupe C. Le Club athlétique renaissance aiglons (Cara), deuxième après deux journées, se retrouve dernier du groupe avec trois points. Les Aiglons se sont fait devancer par les Maliens de Djoliba AC qui leur ont infligé une défaite de 0-2 au stade Modibo Keita, à Bamako, dans un match qui clôturait la phase aller.

Les Maliens ont pris l'avantage au bon moment, c'est-à-dire avant de rejoindre les vestiaires grâce à une réalisation de Mamadou Cissé à la 45e mn+2. Ils ont doublé la mise à la 54e, par le biais d'un autre Mamadou : Mamadou Coulibaly, pour se relancer dans la course à la qualification. Dans ce groupe, Enyimba a repris la main après sa victoire 1-0 sur Williamsville athlétic club de la Côte d'Ivoire. Le club nigérian compte désormais six points devant Williamsville et le Djoliba AC (quatre points chacun). Le Cara, dernier avec un point de moins que les deux derniers, doit s'imposer face à Djoliba AC le 29 juillet à Brazzaville pour relancer ses chances de qualification. En d'autres termes, il n'a plus droit à l'erreur.

Dans le groupe A, l'AS Vita club a été battue par les Ghanéens d'Aduana stars 1-2. Asec Mimosas s'est inclinée dans ses propres installations 0-1 face au Raja de Casablanca. Les Marocains prennent la tête du groupe avec cinq points devant Aduana et V Club (quatre points chacun). Asec est dernière avec trois points.

Dans le groupe B, Renaissance de Bergame (sept points) a gardé sa place de leader après le 0-0 concédé face à Al Masry (deuxième avec cinq points). Al Hilal et UD Songo qui ont aussi fait match nul 2-2 sont respectivement troisième avec deux points et dernier avec un point. Dans le groupe D, USM d'Alger a battu Rayon sport (deux points) à Kigali 2-1, confirmant ainsi sa première place avec sept points. Le Gor Mahia (cinq points) la talonne grâce à sa belle victoire 4-0 sur Young Africans (un point).

James Golden Eloué

VIE ASSOCIATIVE

« Mpila debout » lance un tournoi de football pour gagner sa visibilité

Le mouvement a choisi, pour sa première activité, le ballon rond en vue de réussir à sa mission d'unir et rassembler les filles et fils du quartier, éparpillés dans Brazzaville après le drame du 4 mars 2012. Le but étant de leur redonner l'espoir d'une cité dynamique et vivable.

La première édition du tournoi mixte de football qui s'est déroulée du 7 au 15 juillet a été remportée par l'équipe « Les vrais-vrais » de Mpila, un quartier du sixième arrondissement, Talangai. Elle s'est imposée devant Pentagone, cinq tirs au but à quatre, après un score d'un but partout au temps réglementaire. Le tournoi a regroupé dix-huit équipes dont quatorze chez les messieurs, deux chez les vieilles gloires puis les deux autres chez les dames.

Dans cette dernière catégorie, les dames de Mpila l'ont emporté sur celles de la colonie centrafricaine pour l'ensemble des deux rencontres. Chez les vieilles gloires, le match opposant Ekoundza à Galleni (0-4 au retour) ne comptait que pour du beurre. Mais le fait plus marquant était la participation du colonel Onos, le plus vieux joueur de la compétition à 70 ans.

Il a été primé par les organisateurs qui ont récompensé les trois premières équipes des messieurs et les deux équipes féminines par un trophée et une enveloppe dont le montant n'a pas été révélé. Le président de l'association «Mpila debout», Davy Suspense Ahoué, s'est dit satisfait de l'organisation du tournoi qui s'est déroulé devant les autorités, dans un esprit de fair-play, assurant que cette initiative va se pérenniser.

« La deuxième édition est pré-



Davy Suspense Ahoué, les autorités et les joueurs célébrant la réussite du tournoi Mpila debout/DR

vue l'année prochaine à la même période », a-t-il dit, précisant, par ailleurs, que d'autres activités seront organisées par l'association en dehors du football. L'association «Mpila debout» a pour objectifs la solidarité, la cohésion, la redynamisation et le développement du quartier Mpila. « Mpila a souffert des détonations de triste mémoire. A présent, tout est à terre aussi bien socialement que culturellement malgré la coexistence pacifique des communautés diverses », a constaté Davy Suspense Ahoué. Le tournoi de football, du nom éponyme, s'inscrivait dans la même vision de l'association, à savoir unir, c'est-à-dire rassem-

bler les filles et fils de Mpila. « Depuis plus de quatre ans, il n'y a eu à Mpila que ruines et larmes, tristesse et désolation (...). Les décombres et la morosité ont profondément marqué nos esprits. Le désespoir et la détresse qui nous environnent ont indéniablement affecté notre solidarité et le rêve d'un Mpila à nouveau fort. Par la magie du jeu, nous voulons redonner à ce quartier emblématique le sourire et la joie qui s'en étaient éloignés pour se permettre à nouveau de rêver d'un Mpila debout et en marche vers un avenir radieux », ont expliqué les organisateurs.

J.G.E.

HYDROCARBURES

La capitale économique a abrité la réunion des prix fixés

La rencontre, dans le cadre du deuxième trimestre de cette année, s'est déroulée sous la direction du ministre de tutelle, Jean-Marc Thystère Tchicaya, du 17 au 18 juillet.

Les représentants des sociétés pétrolières basées à Pointe-Noire, des experts et invités ont pris part aux assises qui ont connu également la participation de Térésa Goma, directrice générale des Hydrocarbures. Après deux jours de travaux, les moyennes trimestrielles des prix fixés des hydrocarbures produits au Congo, arrêtées par les participants pour le deuxième trimestre 2018, en dollars par baril, se présentent comme suit : Djéno Mélange 72 ; Nkossa Blend 75,7 ; Yombo 68,6 ; Nkossa Butane 48 ; Nkossa Propane 33,4.

Quant aux moyennes des différentiels des prix des bruts congolais, en dollars par baril également, elles sont les suivantes : Djéno Mélange -2,6 par rapport au Brent daté ; NkossaBlend 0,5 par rapport



au Brent daté ; Yombo -5,8 par rapport au Brent daté ; Nkossa Butane 0,3 par rapport au butane North West Europe ; Nkossa Propane -3,2 par rapport au propane Mont Belvieu. La moyenne trimestrielle des prix fixés des hydrocarbures est de 72,3 dollars par baril, pour un différentiel de -2,1 dollars par baril.

Clôturent la rencontre, Jean-

Marc Thystère Tchicaya a expliqué que la production de la République du Congo, stabilisée aujourd'hui autour de 350 000 barils jour, avec en ligne de mire 400 000 barils jour à l'horizon 2020, combinée à cette tendance haussière des prix du baril de pétrole, devrait permettre, d'une part, de faire face aux enjeux qui s'imposent à ce secteur et,

La photo de famille après les travaux/Adiac

d'autre part, d'encourager les sociétés à sanctionner économiquement des projets à court et moyen terme permettant la relance de l'économie. Ces projets ainsi sanctionnés positivement devront, dans le secteur pétrolier et parapétrolier durement touché ces dernières années, offrir de nouvelles perspectives et des opportunités d'emplois aux

Congolais. Pour accompagner cette initiative, le ministère des Hydrocarbures met un accent tout particulier pour améliorer la gouvernance dans ce secteur, a-t-il assuré.

Parlant de la confirmation de l'adhésion du Congo comme 15^e membre permanent de l'Opep, lors de la conférence de cette organisation qui s'est tenue le 15 juin dernier à Vienne, Jean-Marc Thystère Tchicaya a déclaré : « Cette adhésion, qui place le Congo au rang des leaders mondiaux ayant une voie prépondérante au sein de l'Opep, ouvre assurément de nouvelles perspectives dans le cadre des relations économiques bilatérales et multilatérales dans ce secteur mais aussi d'autres volets de l'économie, des possibilités d'échanges d'expertise de haut niveau, des perspectives de renforcement de capacités, une plus grande visibilité sur le plan international, ainsi qu'un certain nombre de projets dans la diversification de l'économie congolaise qui deviennent de facto économiquement éligibles ».

Séverin Ibara

COMMÉMORATION

La JCI Congo se souvient de Nelson Mandela

Dans le cadre de la journée internationale dite Mandela Day, la Jeune chambre internationale (JCI) Congo a échangé, le 18 juillet, avec un échantillon de sa jeunesse et des invités sur la vie et l'héritage de l'ancien président sud-africain.



La photo de famille après la cérémonie/Adiac

La Mandela Day est célébrée le 18 juillet de chaque année depuis 2010, Nelson Mandela étant né le 18 juillet 1918 à Mvezo, en Afrique du Sud. Il aurait eu 100 ans cette année. Au cours de la rencontre, la campagne I am Africa (Je suis l'Afrique) a été officiellement lancée par le directeur national de la JCI Congo, Denis Gires Koumbambouka. En effet, cette campagne initiée par la JCI Congo a pour objectif d'inspirer et éduquer les jeunes africains en vue d'accepter et assumer leurs responsabilités en créant les changements souhaités.

Les retrouvailles ont été marquées par quelques projections sur l'importance et le sens de la responsabilité, du changement positif et de la citoyenneté des jeunes. La remise de quelques gadgets à l'ensemble des participants a marqué le clou de la cérémonie.

Séverin Ibara

FOOTBALL

Vaudou en tête du championnat départemental de D1

Promue en première division (D1) cette même saison, l'équipe ne cesse de confirmer son talent.



L'AS Vaudou

L'Association sportive Vaudou, une équipe pleine d'avenir, a affirmé son leadership, le week-end dernier, en match comptant pour la septième journée. Elle s'est imposée devant Beni sport, 2 buts 0, au Complexe sportif de Pointe-Noire. Cette sixième victoire en championnat sur sept matches joués dont un nul, permet à l'AS Vaudou de conserver la tête du championnat avec dix-neuf points, devant Sersy CF, seize points.

Rappelons que pour sa première participation en Coupe du Congo, l'AS

Vaudou a été éliminée en huitième de finale. L'entraîneur, Destin Palé, content de son équipe, a indiqué que celle-ci est sur le bon chemin. « Je l'avais dit après notre montée que mon équipe n'aura qu'une saison en D1, nous sommes sur la bonne voie et rien ne peut nous arrêter. Nous allons remporter le championnat afin de nous qualifier en Ligue 2 nationale en fin de saison », a-t-il assuré. Le championnat se poursuivra ce week-end dans sa huitième journée.

Charlem Léa Legnoki

JEAN-MARTIN BAUER

«Le Pam appuie le Congo dans sa politique nationale sur l'alimentation»

En poste depuis une année au Congo, le représentant de l'agence onusienne s'est livré, pour la première fois, à la presse locale. Dans cette interview accordée à notre rédaction, il parle des actions de son institution au Congo, notamment sa politique d'aide alimentaire aux démunis et/ou sinistrés ainsi que de son appui au gouvernement dans le cadre de la réalisation de l'objectif du développement durable n°2 visant à éradiquer la malnutrition.

Les Dépêches de Brazzaville (L.D.B.): Depuis quand êtes-vous en fonction en République du Congo ?

Jean-Martin Bauer (J-M.B.): J'ai pris mes fonctions de représentant et directeur du Programme alimentaire mondial (Pam) au Congo le 11 juillet 2017, il y a tout juste un an, succédant à M. David Bulman. J'apporte mon expérience dans le développement et l'application des nouvelles technologies de l'information dans le domaine humanitaire. J'ai notamment promu l'utilisation des technologies mobiles et des médias sociaux pour communiquer avec la population affectée par les crises.

L.D.B. : Monsieur le représentant, en des termes précis, quelles sont les missions assignées au Pam ?

J-M.B. Avec quatre-vingts millions de personnes aidées dans quatre-vingts pays environ chaque année, le Pam est la première organisation humanitaire mondiale de lutte contre la faim, fournissant une aide alimentaire dans les situations d'urgence et travaillant avec les communautés pour améliorer la nutrition et renforcer la résilience. Alors que la communauté internationale s'est engagée à éradiquer la faim, à assurer la sécurité alimentaire et à améliorer la nutrition d'ici à 2030, une personne sur neuf dans le monde ne mange toujours pas à sa faim. L'assistance alimentaire est au cœur de la lutte pour briser le cycle de la faim et de la pauvreté. Le Pam concentre ses efforts sur l'aide d'urgence, les secours et la réhabilitation, l'aide au développement et les opérations spéciales. En 2015, la communauté mondiale a adopté les dix-sept Objectifs mondiaux de développement durable afin d'améliorer la vie des individus d'ici à 2030. L'objectif 2 - la faim zéro - qui vise à éradiquer la faim, assurer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir une agriculture durable, constitue la priorité du Pam. Nous répondons à ces problèmes de façon innovante grâce à l'intégration de nouvelles technologies permettant d'améliorer la qualité de l'assistance auprès des bénéficiaires.

L.D.B.: Vous êtes un organe onusien qui intervient dans l'aide alimentaire pour soulager, tant soit peu, ceux qui en ont besoin, c'est-à-dire les pauvres, les sinistrés et autres. Alors comment accéder à ces aides, y-a-t-il des critères de sélection standardisés ?

J-M.B. Que ce soit dans le cadre

de l'urgence humanitaire ou dans le cadre de programmes de développement, des enquêtes de terrain, réalisées avec les partenaires opérationnels et gouvernementaux nous permettent de cibler en priorité les couches de la population les plus vulnérables. Par exemple, le programme d'alimentation scolaire cible spécifiquement les groupes autochtones qui représentent environ 2% (RGPH Congo, 2007) de la population congolaise et sont les plus touchées par l'insécurité alimentaire, la malnutrition et la pauvreté. D'après l'Unicef, on estime que 65% des enfants autochtones âgés de 4 à 16 ans ne sont jamais allés à l'école. D'où le développement des écoles passerelles dites « écoles Ora » par l'Association des prêtres spiritains au Congo qui scolarise, de nos jours, près de sept mille enfants dans les vastes zones forestières de la Likouala et la Sangha (nord Congo).

L.D.B.: La République du Congo compte douze départements. Quels sont ceux qui ont déjà bénéficié de votre assistance depuis que vous êtes en fonction dans le pays ?

J-M.B.: Depuis le début de la crise dans le département du Pool, des milliers de personnes ont été contraintes de trouver refuge dans d'autres localités environnantes et dans des départements voisins, tels que la Bouenza et Brazzaville. La population des zones touchées par la situation humanitaire est estimée à cent soixante mille personnes. Elles vivent dans des conditions physiques et alimentaires difficiles depuis qu'elles ont quitté leur foyer. En réponse à cette situation, le Pam a commencé son assistance dans le Pool et la Bouenza aux personnes déplacées dans les zones accessibles en février 2017 et a touché soixante-dix mille personnes depuis. Un accent particulier est mis sur l'assistance nutritionnelle des femmes enceintes et allaitantes ainsi que des enfants de 6 à 59 mois. En parallèle, le Pam offre chaque jour un repas chaud aux élèves les plus vulnérables dans le cadre du Programme d'alimentation scolaire grâce à des dons des gouvernements du Japon et des Etats-Unis à travers le programme McGovern-Dole. Ce programme vise à accroître la sécurité alimentaire et appuyer l'accès à l'enseignement primaire et la rétention scolaire, notamment grâce aux cantines scolaires. Il appuie le gouvernement dans la mise en place d'une politique nationale d'alimentation scolaire. Depuis 2015, les cantines scolaires prennent en charge des



enfants autochtones dans les écoles Ora (Observer, réfléchir, agir) de la Likouala. Cette année, nous avons fourni un repas chaud à trente-huit mille élèves du cycle primaire dans les départements du Pool, des Plateaux, de la Bouenza, de la Likouala. Nous visons plus de cinquante mille élèves dès la rentrée prochaine avec une augmentation du nombre d'écoles ciblées et l'intégration supplémentaire du département de la Cuvette. Enfin, le Pam et ses partenaires encouragent l'accès des petits exploitants aux marchés et l'amélioration de la qualité, du volume et de la compétitivité des cultures de haricots. Grâce à la contribution de l'Union européenne, le projet cible deux cents producteurs de haricots de la Bouenza et devrait produire mille six cents tonnes de haricots entre 2017 et 2019. Le programme d'alimentation scolaire constitue un débouché important pour les petits producteurs qui auront l'opportunité de contribuer au ravitaillement des cantines scolaires en produits locaux. Petits producteurs, élèves bénéficiaires, ménages, consommateurs, prestataires liés à l'économie locale, transporteurs, toute la filière est impliquée dans ce projet. Le Pam assiste, depuis février 2013, les réfugiés centrafricains installés dans la Likouala. L'objectif du programme est de fournir une assistance alimentaire d'urgence à la population réfugiée et d'apporter un soutien nutritionnel à plus de dix-neuf mille personnes.

L.D.B.: Certains pensent que vos interventions, si elles existent, sont moins médiatisées. Ce qui donne l'impression que vous n'intervenez pas sur le terrain. Votre réaction ?

J-M.B.: Nous faisons régulièrement des efforts de médiatisation lors des étapes clés du déploiement de nos activités humanitaires et de développement afin de remercier nos nombreux partenaires et bailleurs. Les ressources mobilisées par le Pam sont concentrées sur l'assistance. Pour en savoir plus sur nos activités, nous vous

invitons à visiter notre page Facebook (@WFP.Congo) et notre compte Twitter (@PamCongo). Notre communauté grandit de jour en jour et nous mettons un accent particulier sur l'interaction avec le public.

L.D.B.: Revenons sur le cas récent du département du Pool. Quelle évaluation pouvez-vous faire de votre intervention ?

J-M.B. Sur la base du plan de réponse humanitaire lancé par le gouvernement et le système des Nations unies en République du Congo, le Pam fournit de la nourriture et des bons électroniques à soixante-dix mille personnes déplacées par les combats entre les forces de sécurité et les groupes armés dans le département du Pool. Il fournit également un soutien nutritionnel aux enfants de moins de 5 ans et aux femmes enceintes et allaitantes dans les départements du Pool et de Bouenza, où la malnutrition aiguë globale a atteint 17,3% (mai 2017). Toute l'assistance du Pam dans les départements du Pool et de la Bouenza est actuellement fournie par Scope, le système de gestion des données des bénéficiaires du Pam ainsi que des prestations sociales effectuées à leur intention. C'est une plate-forme numérique puissante et flexible permettant au Pam de mieux connaître les personnes qu'il dessert afin de leur fournir une assistance plus personnalisée et plus utile. Depuis le début de l'intervention (février 2017), nous avons distribué près de deux mille cinq cents tonnes de vivres et fourni plus de 1,3 milliard de FCFA à travers les transferts monétaires, tout ceci avec l'appui de nos partenaires, le ministère des Affaires sociales et de l'action humanitaire et les ONG Caritas et Acted.

L.D.B.: Le gouvernement congolais parle du projet « Lisungi » qui consiste à assister les familles démunies. Etes-vous partenaire de ce projet ?

J-M.B. Nous sommes fiers d'avoir pu tester cette approche via notre programme de filet de sécurité sociale aux ménages les plus vul-

nérables en collaboration avec le ministère des Affaires sociales. De 2012 à 2014, nous avons accompagné, à travers des transferts monétaires, plus de cinq mille ménages par an, résidents à Brazzaville et Pointe-Noire. Nous sommes ravis de voir que le projet Lisungi voit le jour et qu'il couvrira davantage de personnes vulnérables au Congo. Nous sommes prêts à continuer à apporter notre concours au projet notamment.

L.D.B.: Votre assistance, monsieur le représentant, ne se limite-t-elle qu'au volet alimentaire ? Si non, quels sont, en plus de celle-ci, les autres aspects sur lesquels vous agissez ?

J-M.B. Nous œuvrons au renforcement des compétences des partenaires et collaborons avec le gouvernement dans la mise en œuvre de politiques publiques, telles que l'appui à la création d'une politique nationale sur l'alimentation scolaire et la formulation de la revue stratégique pays en vue d'atteindre l'objectif «La faim zéro» d'ici à 2030, conformément à l'Objectif de développement durable n°2. Aussi, nous collaborons avec d'autres agences du système des Nations unies. Par exemple, avec l'UNHCR concernant les populations réfugiées, avec l'UNFPA via notre système de transfert mobile en vue de fournir des kits de dignité aux déplacés du Pool ou encore récemment, nous avons partagé notre expertise en logistique avec l'OMS lors de leur mission préventive à la propagation de la fièvre hémorragique à virus d'Ebola. Comme cité précédemment, nous prenons une part active dans le renforcement des capacités des producteurs en vue de valoriser la production locale et accompagner le développement de la filière.

L.D.B.: Votre dernier mot ?

J-M.B. Le Pam ne cesse d'adapter ses programmes aux besoins de la République du Congo, notamment concernant le renforcement des systèmes alimentaires, la vulnérabilité urbaine et les enjeux liés au changement climatique. Nous continuons également à travailler sur l'intégration des nouvelles technologies en vue d'améliorer en permanence la qualité de nos interventions auprès de la population bénéficiaire. Nous voulons tous que notre famille mange de la nourriture saine et nutritive en suffisance. Un monde sans faim peut avoir un impact positif sur nos économies, la santé, l'éducation, l'égalité et le développement social. Tout le monde peut contribuer à son niveau pour atteindre cet objectif, en soutenant les agriculteurs ou marchés locaux, en choisissant de la nourriture durable, en soutenant une nutrition de qualité pour tous et en luttant contre le gaspillage alimentaire.

Propos recueillis par Faustin Akono

MUSIQUE

Djason Philosophe et Jean Goubald sur un même podium

Les deux artistes ont presté sur le thème le « multicolor », le week-end dernier, au cours d'un spectacle dinatoire organisé par l'hôtel Africa à Poto-Poto, le troisième arrondissement de Brazzaville.

Le spectacle dinatoire « musique et comédie » donné par le groupe Super Nkolo Mboko de Djason Philosophe et par Junior de Mat s'est déroulé en présence de quelques diplomates en poste en République du Congo. Il s'agit, entre autres, des ambassadeurs de Russie, de France, d'Italie, ... C'est à 21h que le groupe de Djason Philosophe the Winner est monté sur scène. Après une brève animation faite par Chawarma (l'animateur phare du groupe) ainsi que des musiciens comme Fred Givson, Mboloko, leur leader a fait son apparition sur le podium à travers la chanson «King M» une variété.

Tour à tour, Djason Philosophe, O Vencedor, el Caliente et son Super Nkolo Mboka ont interprété pour les mélomanes des variétés multicolores et internationales comme «Samba do Congo», «Salsa del Congo», bien orchestrées par la défense composée de Destino (le flutosex), Espérant (le soliste), Davy bass, Lawidi na mbonda, Tilapia (à la batterie). Puis, ils ont changé de registre avec des chansons comme «Ru-

mba na piste», «Opaio», «Pêcheur mondélé», «Piladiambu», «Reviens Amour», etc., sans oublier le générique «Envoûtement» où tout un chacun pouvait se lever de là où il était pour remuer son corps avec la fameuse

danse « Maboko na ndouzou ». Venu sur invitation de Djason Philosophe, l'artiste musicien de la République démocratique du Congo (RDC), Jean Goubald, a été de la partie. Accompagné de l'orchestre Super Nkolo Mboka, il a interprété trois chansons dont, «Emi», «Elou» et «Bayibi ngai bomwana».

« J'étais l'invité de l'hôtel Afri-

ca et de Djason philosophe dans le cadre d'une soirée dinatoire. C'était une très belle soirée. J'ai apprécié l'orchestre de Djason Philosophe qui m'a bien accompagné, alors qu'on a répété une fois seulement. Ce sont des artistes aguerris », a déclaré Jean Goubald.

A l'issue de ce concert, le directeur général de l'hôtel Africa,

Stephane Grellier, l'a apprécié à sa juste valeur. « Ça été un excellent spectacle dinatoire où tous les éléments étaient de sorties : humour avec Junior de Mat, Titus et Roblin ; la mélodie colorée avec Djason Philosophe et son groupe en parfaite harmonie avec Jean Goubald, tout cela en dégustant des mets gastronomiques français et congolais. Merci à tous les spectateurs et ambassadeurs présents au désir et à la soif culturels. Par ailleurs, s'agissant du concept, il a pour unique but d'être un lieu de découverte et de partage tous les vendredis soir à Brazzaville. C'est un moment d'évasion incomparable. Les prochaines activités auront lieu à partir du 7 septembre et cela tous les vendredis », a indiqué Stephane Grellier.

Notons que la soirée était agrémentée par la comédie avec Junior de Mat (également maître de cérémonie), Roblin Ngatali (monsieur le président) et Titus Kosmas (représentant congolais au parlement du rire d'Abidjan). La mode était également de la partie avec RH couture- la marque des célébrités.

Bruno Okokana



Djason Philosophe et Jean Goubald sur scène accompagnés des musiciens du groupe Super Nkolo Mboka (Adiac)

BRIN D'HISTOIRE

Ces oubliés et ces méconnus de l'histoire congolaise : Congo, le pays des calculs politiques

Depuis le début du XXI^e siècle, le dialogue est constamment psalmodié par l'opposition. Ce n'est ni plus ni moins que le prétexte pour un retour aux affaires, la voie des urnes étant barrée pour nombre de ses membres. Autre expression en vogue, gouvernement d'union nationale que rien ne justifie actuellement. Un président élu gouverne aujourd'hui avec une volonté de partage non démentie. La preuve, la présence des personnalités de l'opposition dans le gouvernement actuel.

Dans ce pays, on n'est pas à une contradiction près. Au nom du père, biologique ou symbolique, et rien d'autre, quelques politiciens doivent leur présence sur la scène politique. Personne ne s'en offusque. Ministres de père en fils, chefs de parti de père en fils, ces promotions sont fondées uniquement, dans la plupart des cas, sur le patronyme du père. Un héritage. Le Congolais vit normalement ces successions dynastiques et patrimoniales. Mais, dès qu'il s'agit du fils de l'actuel président, tout le monde pousse des cris d'orfraie, même ceux qui doivent leur position au gouvernement ou une certaine visibilité dans l'opposition au nom du père. Certains de ces héritiers, se voyant trop beaux, ont franchi le Rubicon lors de l'élection présidentielle de 2016, toujours au nom du père, oubliant qu'ils avaient paradoxalement ferraillé contre le changement de la Constitution de janvier 2002. Quel paradoxe et quelle incohérence ! Avec des états de service lamentables, ils continuent de « prospérer » indûment.

Autres cieus, même réalité. De 1965 à 1981, François Mitterrand fut, dans l'opposition, le pourfendeur acharné de la Constitution de 1958 qui régit la France. Dès qu'il fut élu, il devint « le monarque républicain » que l'on a connu. Même chose au Congo. Certains, qui avaient ferraillé contre la Constitution du 25 octobre vivant avec le secret espoir d'un gouvernement d'union nationale, se voient déjà Premier ministre. À cette idée, ils se préparent. On assiste à un branle bas feutré dans les différents partis politiques de l'opposition. Les impétrants sont prêts à accepter ce pont d'or du pouvoir actuel qu'ils n'ont de cesse de combattre. Dans les coulisses, des stratégies s'élaborent et les arrangements se préparent. Le monde politique congolais est véritablement schizophrène. Rien ne nous dit que la présence de quelques têtes issues de l'opposition ou de la société civile dans un éventuel gouvernement d'union nationale serait une garantie de performance. Au demeurant, un gouvernement d'union nationale n'est pas une panacée. Il n'est que l'occasion pour certains politiciens en mal de subsides de se caser.

Au Congo, depuis que la République est née, les hommes politiques sont prêts à toutes les contorsions pour être promus. Et, le pays ne vit que de ces promotions bidonnées. Les parcours de nombre de ceux qui font la politique aujourd'hui sont approximatifs, sans traçabilité. C'est ainsi que le Congo a eu des Premiers ministres et des ministres sans véritables références académiques et

professionnelles. La politique, depuis un demi-siècle, au moins, nourrit bien ceux qui la font. Le ventre. La grande question de la politique congolaise ! Au nom du ventre, chacun, muni d'un placebo (médicament sans principes actifs) se présente comme le sauveur du Congo. Quels apprentis-sorciers ! Il en résulte une myriade de partis destinés à mettre en lumière des vociférateurs en mal de situation de rente. C'est leur seul moyen d'exister. La démocratie pluraliste est une idée neuve au Congo, comme le marxisme hier, mal assimilée. « L'élite en présence ne s'intéresse pas en réalité à la promotion et à la défense de la démocratie, mais tout simplement à son accès au pouvoir », affirme Martin Mberi dans l'ouvrage précité. Il poursuit : « Séquence après séquence, nos velléités démocratiques se consumèrent au feu de l'inculture et de la violence ».

Comme la démocratie, le Congo est orphelin de ses politiciens. Rien dans leur discours n'indique que dans quelques semaines, la République aura 60 ans. Leurs préoccupations sont ailleurs. Comment procéder pour devenir un acteur politique majeur ou le redevenir ? C'est ce petit calcul politique qui constitue le ressort de la vie politique dans notre pays. L'épisode Lissouba avait mis en lumière des transfuges du PCT qui rejoignirent l'Upads, nouveau parti au pouvoir, pour préserver leurs privilèges. Le PCT, revenu aux affaires, ils regagnèrent tous le bercail, peu préoccupés de l'image abjecte qu'ils renvoient d'eux-

mêmes et de la politique. Nos politiciens, tous des prébendiers. « C'est notre tour de bouffer », disait l'un d'eux, décédé depuis.

Les soixante ans de la naissance de la République devait être l'occasion d'organiser un colloque sur le thème : Qu'avons-nous fait de la République ? Dans le contexte actuel, en cul-de-sac, c'est ce type de réflexion qu'il faut engager, au lieu d'exiger un dialogue politique complètement inopportun. Quoi qu'en pensent certains illuminés, la République fonctionne avec ses vices rédhibitoires congénitaux, parmi lesquels, l'obsession du pouvoir, l'achat de conscience, la corruption, le népotisme, la vénalité, pour tout dire. Il suffit de se souvenir de Yambot, à l'aube de la République, qui fit basculer la majorité en faveur de l'abbé Fulbert Youlou. « L'appât du pouvoir avait prévalu sur le reste », écrit Martin Mberi, à ce sujet, dans son livre : « Congo Brazzaville, Regard sur 50 ans d'indépendance, 1960-2010 ». À la même époque, un autre personnage, en récompense des services rendus, fut un éphémère ministre d'Etat.

Comment revenir aux prédicats de base de la République : bonne gouvernance, promotion de l'excellence et meilleure répartition de la richesse nationale ? Cette question, sans arrière-pensées politiciennes, est la seule qui vaille à la veille des 60 ans de la République. Tout le reste n'est que babillage. Les véritables héros ne sont pas toujours ceux que l'on croit.

Mfumu